



L'après-conflit en Irak: des hommes armés tiennent en joue des soldats de la coalition dans le centre de Bassora, dans le sud de l'Irak, en mai 2004, un an après la déclaration de la fin des grandes opérations de combat par le président George W. Bush.  
(© Nabil Al-Jurani/AP Photo)

# La gestion des armes dans les zones «post-conflit»:

# 10

## LE DDR ET LA RÉDUCTION DE LA CIRCULATION DES ARMES

### INTRODUCTION

Les principales opérations de combat en Irak sont terminées. Dans la bataille en Irak, les Etats-Unis et nos alliés l'ont emporté et maintenant, notre coalition va sécuriser et reconstruire ce pays.

Le président américain George W. Bush, le 2 mai 2003

La fin d'une guerre ne signifie pas forcément le retour à la sécurité. L'instauration d'un cessez-le-feu, la conclusion d'un accord de paix ou même les interventions discrètes visant à désarmer les parties belligérantes ne garantissent pas toujours une amélioration tangible de la sécurité des civils ou des anciens combattants. En effet, en 2004, de nombreux environnements dits «post-conflit» présentaient davantage de menaces directes et indirectes pour les populations civiles que les conflits armés qui les avaient précédés. Ceci soulève une question importante: quels sont les éléments qui définissent l'après-conflit? Doit-il nécessairement débiter par un accord de paix signé? Quand prend-il fin? L'expression est devenue tellement omniprésente que l'on s'interroge rarement sur sa signification précise.

Ce chapitre révèle que le terme «post-conflit» camoufle malheureusement les risques auxquels sont confrontées les sociétés sortant de la guerre, comme l'illustrent douloureusement les événements survenus l'année dernière en Afghanistan, en Irak, au Soudan et dans la région des Grands Lacs. Un pessimisme las a aujourd'hui remplacé l'orgueil qui accompagnait autrefois la signature d'un accord de paix et la «transition» vers la reconstruction post-conflit. Un optimisme prudent reste cependant permis: la mise en œuvre de programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) et de réduction des armes dans le cadre des stratégies de reconstruction globale semble contribuer grandement à la restauration de la paix.

L'environnement post-conflit – qu'il se caractérise par une diminution significative de la mortalité directe, la signature d'un accord de paix, le déploiement des forces de maintien de la paix, un laps de temps arbitraire ou par l'organisation d'élections nationales – est instable. Un afflux trop soudain ou trop lent des secours et de l'aide à la reconstruction peut déclencher une résurgence du conflit armé. Vu que des tensions peuvent continuer de couver et que les dividendes de la «paix» ne sont pas toujours partagés équitablement, il n'est pas étonnant que près de la moitié des pays sortant d'un conflit aient tendance à y replonger dans les cinq ans qui suivent la signature d'un accord de paix (Millennium Project, 2004; Collier *et al.*, 2001). Par conséquent, il est essentiel d'empêcher tout éclatement de la violence armée durant la transition, afin d'éviter qu'elle ne dégénère en une guerre à part entière.

Il est encourageant de constater que les bailleurs de fonds et les organismes multilatéraux se préoccupent actuellement de promouvoir des mesures de rétablissement et de reconstruction dans les contextes post-conflit, tels que les programmes de DDR et de réduction des armes, car ils prouvent ainsi leur engagement accru en faveur de la restauration de la paix. Les critiques récurrentes des mesures conventionnelles de «reconstruction post-conflit» restent d'application: traitement inapproprié des causes politiques ou structurelles du conflit, intérêt insuffisant pour le volet «réinsertion», libération tardive des capitaux et subordination de conditions irréalistes. Néanmoins, on assiste à une prise de conscience accrue de la nécessité d'intégrer les initiatives visant à réduire le nombre d'armes légères et de petit calibre dans le cadre des stratégies de reconstruction. En effet, depuis 2000,

l'ONU et la Banque mondiale ont lancé au moins 14 initiatives de DDR dans des pays sortant de conflits, dont huit étaient toujours en cours à la fin de 2004. De même, au moins 22 projets de réduction des armes ont été mis en œuvre durant la même période, dont plus de 16 étaient opérationnels en 2004.

Voici les principales conclusions de ce chapitre :

- Dans certains pays considérés en «post-conflit», les niveaux de violence armée sont souvent plus élevés qu'avant, voire pendant le conflit armé.
- Les pays sortant d'un conflit armé peuvent générer des effets de contagion, qui ont des conséquences potentiellement déstabilisantes pour les Etats voisins.
- Les organismes multilatéraux et les bailleurs de fonds considèrent de plus en plus les programmes de DDR et de réduction des armes comme les piliers centraux de la reconstruction post-conflit.
- Les Nations unies prennent de plus en plus conscience de la nécessité d'adopter des approches régionales et intégrées à l'égard du DDR et de la réduction des armes.
- Les démarches actuelles relatives aux programmes de DDR et de réduction des armes souffrent encore d'un manque de volonté politique, d'une confusion sur le plan des objectifs, d'un intérêt disproportionné pour les biais de sélection du désarmement, d'un financement inadéquat et d'une coordination insuffisante.
- Il est inquiétant de constater que les programmes de DDR et de réduction des armes continuent de se substituer aux solutions politiques, à la réforme des secteurs public et judiciaire et au développement durable.
- La réduction de la demande d'armes à feu est un facteur fondamental régulièrement négligé dans la course au maintien de la paix.

Ce chapitre débute par un examen complet des nombreuses menaces auxquelles les populations civiles sont confrontées dans un environnement post-conflit. Il fait ensuite le point sur un certain nombre d'interventions concrètes conçues par les acteurs internationaux et nationaux pour atténuer ces risques, dont des initiatives de DDR et de réduction des armes. Bien que «l'efficacité» de ces efforts visant à réduire la violence armée dans les contextes post-conflit reste sujette à caution, ils continuent à susciter beaucoup d'espoir parmi la communauté internationale des bailleurs de fonds<sup>1</sup>. S'appuyant sur des travaux antérieurs de Small Arms Survey, le chapitre conclut par un examen critique des programmes de DDR et de réduction des armes.

## LES MENACES LIÉES AUX ARMES LÉGÈRES DANS LES CONTEXTES POST-CONFLIT

Il est difficile d'évaluer avec précision le nombre de morts directes causées par un conflit armé bien que nombreux s'y soient essayés (VICTIMES DES CONFLITS)<sup>2</sup>. Au minimum, les typologies établissent généralement une distinction entre les combattants *mortellement blessés* lors des violences politiques (qui excluent le génocide et les massacres) et les morts civiles *excessives*. Il est également largement admis que le pourcentage de personnes mortellement blessées durant la guerre est ordinairement inférieur à celui des décès dus à des causes secondaires ou indirectes. Par ailleurs, les spécialistes de la santé publique et les épidémiologistes connaissent de mieux en mieux les effets épouvantables d'une guerre persistante dans la période «post-conflit». Si le nombre de blessures mortelles diminue souvent radicalement immédiatement après la fin d'un conflit armé, cette baisse est moins spectaculaire qu'on ne le pensait antérieurement. Comme le montrent les cas de la République démocratique du Congo (RDC) et de l'Irak, le nombre de blessures mortelles et de morts peut rester étonnamment élevé dans le sillage d'un conflit armé (IRC, 2004; Roberts, 2002; Roberts *et al.*, 2004a; 2004b). Divers ouvrages sont consacrés aux coûts des conflits armés.

Les décès (et infirmités) directement liés à la guerre vont des blessures mortelles intentionnelles infligées durant les batailles rangées aux morts «excessives» dues au déplacement, à la mortalité et à la morbidité «naturelles» associées au retour et à la relocalisation.

Bien que les combattants (hommes et femmes) soient les victimes les plus prévisibles, les conflits armés sont également à l'origine d'une mortalité et d'une morbidité excessives parmi la population civile, dues en grande partie à la propagation de maladies infectieuses, à la destruction des biens, au démantèlement des moyens d'existence et au détournement des maigres ressources des services élémentaires (Muggah et Batchelor, 2002). Les spécialistes juridiques et humanitaires ont constaté à maintes reprises que, dans les conflits armés du 21<sup>e</sup> siècle, les civils étaient délibérément pris pour cible, souvent en violation directe du droit international humanitaire (Muggah en collaboration avec Griffiths, 2002; CICR, 1999).

Les analystes ont également souligné le lien existant entre les conflits internes et la déstabilisation régionale. Il est généralement admis que la plupart des conflits déclenchés aujourd'hui sont «internes» ou «intra-nationaux» et impliquent l'utilisation de fusils automatiques et de mitrailleuses lourdes, de lance-grenades propulsées par fusées, de mines terrestres antipersonnel et de mortiers (Duffield, 2001; Kaldor, 1999). Les menaces posées essentiellement par les hommes et les garçons qui utilisent ces armes contribuent au sous-développement et ont des conséquences potentiellement déstabilisantes pour la région environnante<sup>3</sup>.

### Repenser les orthodoxies post-conflit

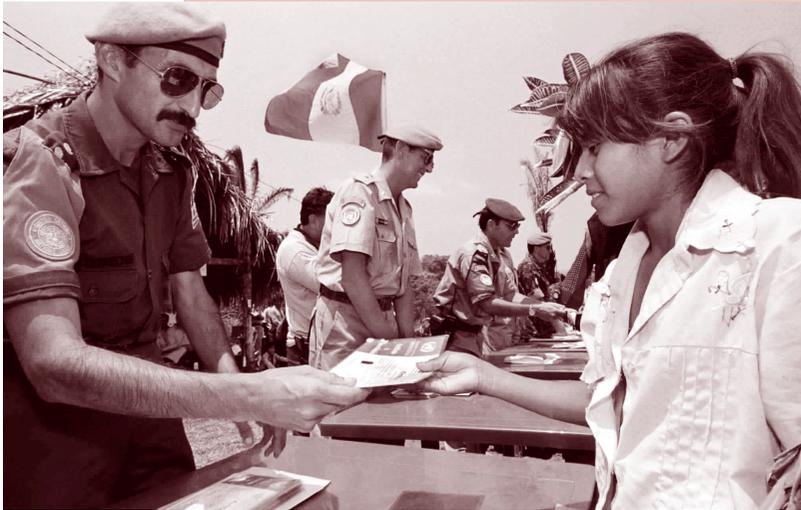
Les bailleurs de fonds et les décideurs partagent la conviction que la fin des conflits armés fera probablement revenir la sécurité et la sûreté. Il semble naturel que la mortalité et le pourcentage de blessures, et en particulier les «dommages collatéraux», diminuent après l'arrêt des bombardements. Ils s'attendent également à ce que le développement et les investissements reprennent dès le retour à la normalité. A maints égards, le système d'aide internationale a adopté de nombreux éléments de cette interprétation<sup>4</sup>. La Banque mondiale, par exemple, a été instituée dans le but explicite de reconstruire les pays dévastés par la guerre et de promouvoir le développement ailleurs<sup>5</sup>. Bien que cette interprétation ingénieuse subisse un examen de plus en plus minutieux, les explications alternatives ne sont pas l'apanage des bureaucraties d'aide.

Certes, les morts directes augmentent souvent rapidement avant la signature d'un accord de paix pour diminuer tout aussi radicalement après sa finalisation. Toutefois, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les morts directes ainsi que la mortalité et la morbidité excessives restent généralement comparativement élevées, et atteignent parfois même des niveaux supérieurs à ceux d'avant la guerre (Guha-Sapir et van Panhuis, 2002b; Ghobarah *et al.*, 2004; Pederson, 2002). Dans une réflexion à propos de la guerre du Golfe en 1990-91, Daponte (1993) constate que «bien plus de personnes sont mortes des incidences de l'après-guerre sur la santé que des conséquences directes de la guerre<sup>6</sup>». Lorsque les guerres sont exceptionnellement longues et pernicieuses, ces morts excessives sont parfois encore plus nombreuses dans la période post-conflit. Au Guatemala (voir encadré 10.1), on estime que le nombre de morts violentes survenues dans le sillage de l'accord de paix n'est que légèrement inférieur à celui enregistré durant la guerre de 37 ans (Pearce, 1999)<sup>7</sup>.

Dès lors, les dénominations «conflit armé» et «post-conflit» revêtent-elles une quelconque utilité, si les taux de mortalité et de morbidité avant et après les guerres sont souvent impossibles à différencier? Serait-il plus sensé de décrire ces pays comme «affectés par un conflit» (Millennium Project, 2004)? La réponse n'est pas aussi évidente qu'on pourrait l'imaginer. Certes, il existe des conséquences normatives associées à chacune de ces dénominations – par exemple, le droit humanitaire international s'applique durant un conflit armé, ce qui n'est pas le cas de la période d'après-conflit (Small Arms Survey, 2002; Muggah en collaboration avec Griffiths, 2002). Par ailleurs, des implications d'ordre politique, économique, juridique et administratif sont associées au fait qu'un pays soit en guerre ou sorte d'une guerre. La transition de l'aide humanitaire vers une reconstruction à plus long terme, qui comble le «fossé controversé entre l'aide et le développement», et l'affectation de priorités nécessitent de déterminer de manière cohérente si un pays est en proie à un conflit armé<sup>8</sup>. Toutefois, la combinaison des réalités violentes et des discours par ailleurs non violents tenus par les organisations d'aide internationale peut générer des distorsions dans l'identification des deux problèmes et de leurs solutions (Macrae, 1999). A défaut de s'accorder sur les éléments objectifs qui distinguent les situations de conflit et post-conflit, les analystes ont désigné les accords de paix comme l'indicateur conventionnel de la «transition» (voir carte 10.1). Les seuils temporels et les activités concrètes sur le terrain, comme les cessez-le feu, la tenue de négociations et les nombreuses initiatives de réduction des armes, de démobilisation et de réinsertion constituent d'autres points de repère de la transition<sup>9</sup>.

Lorsque les conflits ont pris fin, les «morts directes» ainsi que la mortalité et la morbidité «excessives» restent comparativement élevées et atteignent même parfois des niveaux plus élevés qu'avant la guerre.

**Encadré 10.1 Les incidents liés aux armes à feu au Guatemala, 1995-2002**

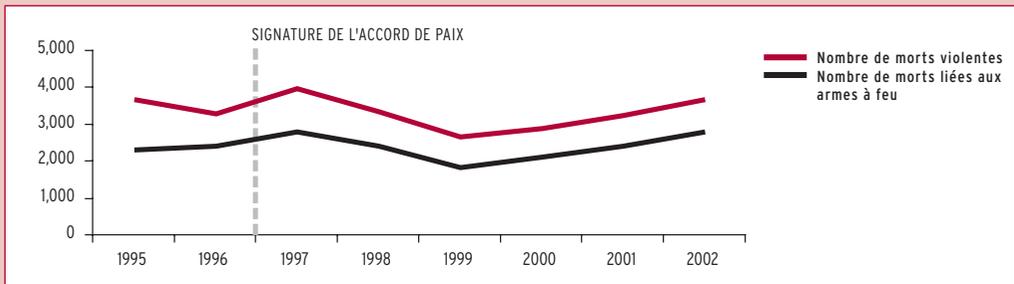


Une *guérillera* de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque reçoit son ordre de démobilisation en mai 1997 dans le camp de désarmement de Salcol. Malgré ces efforts, les incidents liés aux armes à feu ont augmenté après l'accord de paix de 1996.

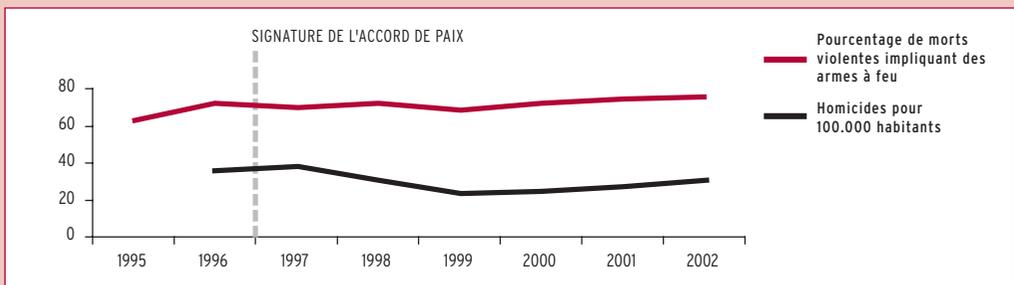
© Reuters

Le Guatemala a enduré l'une des guerres civiles les plus longues de l'histoire de l'Amérique latine. Elle a duré 37 ans et s'est achevée par la conclusion d'un accord de paix en décembre 1996. Les coûts directs ont été exorbitants: on estime entre 140.000 et 200.000 le nombre de morts et de tués par balle, soit environ 5.400 personnes par an (PNUD, 2003). Selon les rapports de l'Organisation panaméricaine de la santé, l'homicide représentait la première cause de mortalité des hommes au Guatemala au début des années 1980; la plupart de ces homicides étaient liés au conflit armé par opposition au crime ou aux accidents (PAHO, 1986). Toutefois, la fin du conflit n'a pas marqué un retour à la stabilité ou à la paix. En effet, le nombre de morts liées aux armes à feu a augmenté dès décembre 1996. Les témoignages tendent à suggérer par ailleurs que la population dans son ensemble a effectivement connu une intensification réelle de l'insécurité et de sa perception (Moser et Winton, 2002).

**Figure 10.1 Nombre de morts violentes et liées aux armes à feu**

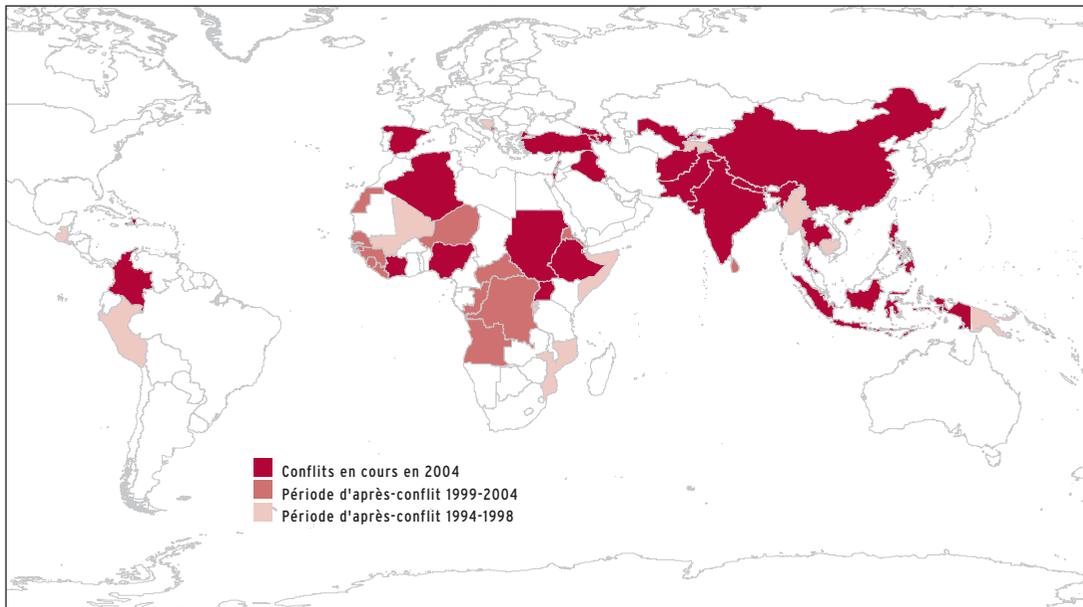


**Figure 10.2 Pourcentage de morts par armes à feu et pourcentage d'homicides**



Source: Godnick (2005)

**Carte 10.1** Différentes zones de conflit et de «post-conflit», 1994-2004\*



Sources: IISS (2004); SIPRI (2004); Université d'Uppsala (2004)

### La fin de la guerre: la recrudescence de la violence?

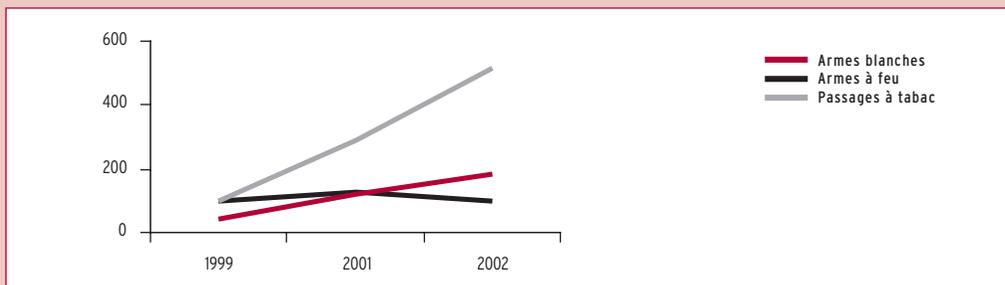
De quelle manière les conditions post-conflit diffèrent-elles des situations de conflit armé qui les ont précédées? Si les tendances de la mortalité peuvent rester comparables d'un point de vue *quantitatif*, la dynamique de la violence armée peut différer en termes *qualitatifs* dans la période post-conflit. Les affrontements entre combattants, les agressions ciblées sur les civils et les déplacements forcés conduisant à des morts excessives cèdent la place à un environnement post-conflit, qui peut connaître durant des années des niveaux accrus de criminalité violente et de violence interpersonnelle<sup>10</sup>. Par ailleurs, les types d'armements utilisés dans la violence peuvent changer et passer des armes lourdes et de petit calibre aux pistolets et revolvers.

Comme l'illustrent les cas du Kosovo et du Nicaragua, des «effets de substitution» font parfois aussi leur apparition durant la période post-conflit. Les lourdes peines infligées (et appliquées) en cas de possession et d'usage d'armes expliquent partiellement les actes de violence perpétrés de plus en plus souvent à l'aide d'armes blanches (voir encadré 10.2). Par ailleurs, la violence armée peut se déplacer géographiquement des zones rurales essentiellement vers les centres urbains, comme ce fut le cas au Guatemala (Moser, 2004).

Les recherches ont montré que les conflits armés augmentaient considérablement l'exposition des civils, en particulier des enfants, des jeunes et des déplacés, aux risques qui accroissent la probabilité de la mortalité et de la morbidité, comme les blessures mortelles par les armes à feu et l'artillerie (OMS, 2001; Ghobarah *et al.*, 2003; Garfield et Neugut, 1991)<sup>13</sup>. De même, la population civile est également affectée de manière disproportionnée après la fin de la guerre. Les cas de l'Afghanistan et du Cambodge, qui ont respectivement connue une période d'après-conflit en 2001 et en 1991, sont riches d'enseignements. Une étude menée en Afghanistan (entre mars 2001 et juin 2002) a établi que sur 1.636 individus soignés pour des blessures causées par des mines terrestres, des grenades, des bombes, des obus de mortier et des munitions à fragmentation après décembre 2001, plus de 80% représentaient des civils (Bilukha *et al.*, 2003)<sup>14</sup>. Un recensement des blessures effectué au Cambodge par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) entre janvier 1991 et février 1995 a révélé que les pourcentages de blessures par balle étaient saisonniers et

**Encadré 10.2 Le Kosovo: les incidences de l'après-guerre sur la santé publique**

Le Kosovo est sorti du conflit à la fin de 1999. On estime que, entre 1997 et 1999, la combinaison des pilonnages et des tirs d'armes légères aurait coûté la vie de 10.000 à 13.000 civils (Khakee et Florquin, 2003). Malgré l'éventail d'initiatives de DDR et de réduction des armes dans la période post-conflit, le pays continue de compter une société comparativement bien armée. Des altercations entre Albanais kosovars et Serbes à Mitrovica en mars 2004 indiquent que les tensions continuent de couvrir.

**Figure 10.3 Profil des blessures intentionnelles, hôpital universitaire de Pristina, 1999/2002\***

\*Remarque: les données pour 1999 reflètent les blessures recensées de juin à décembre uniquement.  
Sources: Khakee et Florquin (2003).

Dans l'ensemble, les niveaux de violence armée ont baissé précipitamment après l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dès mars 1999. Les recherches de Small Arms Survey ont toutefois révélé que certains types de violence intentionnelle semblaient s'être intensifiés au cours des années suivantes (Khakee et Florquin, 2003). Un recensement des patients admis à l'Hôpital universitaire de Pristina (HUP) tend à suggérer que si les blessures par armes à feu se sont stabilisées, le nombre de blessures à l'arme blanche a augmenté, ce qui indique l'apparition de ce que l'on appelle généralement un «effet de substitution»<sup>11</sup>. Ceci n'est guère surprenant, vu que l'instauration et l'application des peines par les Forces de l'OTAN au Kosovo (KFOR) avaient indirectement augmenté le prix de la possession et de l'usage des armes à feu.

Il convient toutefois de traiter ces données avec prudence. Le nombre de blessures par armes à feu déclarées à l'HUP est inférieur au nombre total de blessures liées aux armes à feu subies au Kosovo. Bien que la circonscription hospitalière de l'HUP s'étende à l'ensemble du Kosovo, d'autres cliniques auraient également traité des blessures graves, donc celles causées par des armes à feu. Par ailleurs, des membres de l'ethnie serbe sont souvent soignés à Mitrovica, ce qui indique un parti pris de sélection<sup>12</sup>. Certains éléments indiquent également que toutes les blessures liées aux armes à feu ne sont pas traitées dans des hôpitaux publics, en particulier si elles sont imputables à une activité criminelle. Par ailleurs, il existe peu de statistiques disponibles sur les blessures causées par des tirs de célébration, qui ont lieu régulièrement (lors de festivals, mariages et événements marquant le Nouvel an).

augmentaient dans la période post-conflit<sup>15</sup>. Il est important de noter que le CICR a constaté que les blessures par arme à feu infligées intentionnellement aux civils constituaient de loin la principale catégorie de blessures non liées au combat: près de 60% des blessés étaient des civils.

Les taux de mortalité excessivement élevés dans la période d'après-conflit s'expliquent également par le fait que la violence armée entraîne une diminution des ressources humaines et financières susceptibles d'être réinvesties dans les infrastructures publiques, notamment les systèmes de soins de santé. En fonction de la durée et de la gravité du conflit armé, une grave pénurie de personnel soignant public et privé peut se faire sentir<sup>16</sup>. Outre la baisse drastique des dépenses courantes pour la qualité et l'accès aux services publics durant un conflit, la restauration de l'infrastructure (et la confiance du public) peut prendre des années, voire des dizaines d'années. Le ciblage délibéré des services publics ainsi que des systèmes de contrôle et de surveillance *durant* les conflits armés ébranle régulièrement une planification efficace des ressources destinées à la santé publique dans la période d'après-conflit (Hoeffler et Reynal-Querol, 2003; Levy et Sidel, 1997).

### Encadré 10.3 Désarmement des camps: la militarisation des réfugiés et des déplacés internes

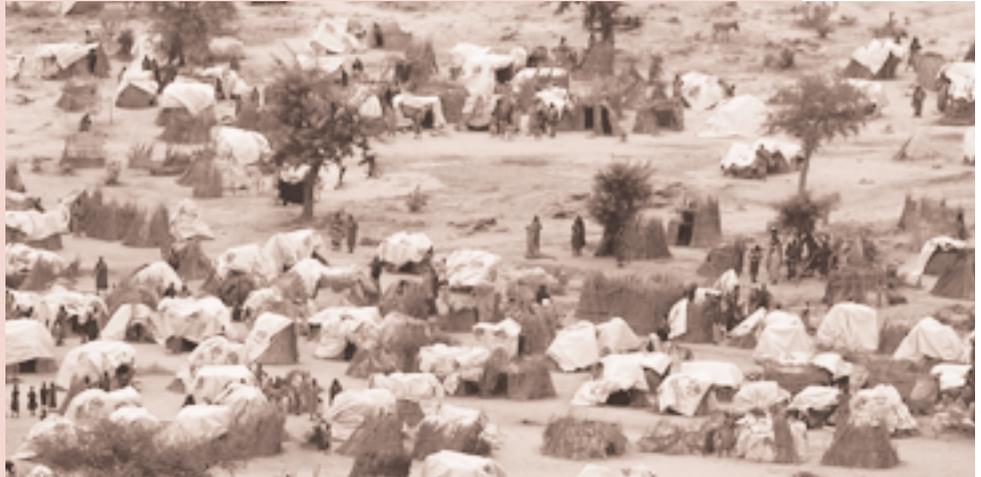
La violence armée génère un nombre considérable de réfugiés et de déplacés internes. En 2004, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé à 9,9 millions le nombre de réfugiés, tandis que le Global IDP Project a dénombré près de 25 millions de déplacés internes<sup>77</sup>. Les réfugiés et les déplacés internes sont souvent incapables de retourner dans leur pays d'origine ou dans leur lieu de résidence initial dans la période qui suit immédiatement la fin du conflit. Plusieurs milliers de personnes errent parfois pendant des années dans des camps et des centres. Le HCR signale au moins 6,2 millions de réfugiés, répartis dans 38 camps, englués dans une «situation prolongée de réfugiés» (HCR, 2004). Dans ces conditions, les camps peuvent «se militariser» et à leur tour constituer une menace pour la stabilité régionale et intérieure.

Small Arms Survey a effectué des recherches sur le terrain concernant ces situations prolongées en Afrique entre juillet 2004 et janvier 2005. Basées sur les études des camps et des centres de réfugiés en Guinée, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda, où le HCR veille à protéger les réfugiés et à leur prodiguer une aide humanitaire élémentaire, les recherches ont révélé un certain nombre de scénarios communs. Premièrement, l'économie politique de la violence dans la région conditionne l'envergure et l'intensité de la militarisation. La militarisation ne se déroule pas dans le vide; elle est profondément enracinée dans les évolutions historiques. Deuxièmement, la militarisation transfrontalière classique semble s'être atténuée ces dernières années, en raison de la diminution des flux de réfugiés, de l'efficacité des interventions ainsi que des stratégies de sécurité des réfugiés spécifiques aux situations mises en œuvre par les Etats d'accueil et le HCR.

En revanche, il est inquiétant de constater que la «militarisation interne» semble s'être intensifiée, à mesure que les réfugiés et les déplacés internes ont été progressivement intégrés ou directement impliqués dans les conflits civils (Muggah, 2005a). Parfois armés, ils sont souvent enrôlés dans une milice et tenteront de défendre leurs

moyens d'existence. Dans certains pays, il semble que les efforts des organisations humanitaires pour remédier à l'insécurité des réfugiés et à la militarisation des réfugiés et des déplacés internes, ainsi que le soutien de ces initiatives par les bailleurs de fonds, ne font que compenser l'incapacité des Etats d'accueil et des pays d'origine à assumer leurs responsabilités. Assurer le caractère civil et humanitaire de l'asile et protéger les populations civiles est, et doit rester, l'une des premières responsabilités de l'Etat. La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, le Protocole de 1967 et la Convention de l'Organisation de l'unité africaine de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique sanctionnent la protection internationale. Bien qu'il n'existe aucun instrument comparable destiné à protéger les déplacés internes, plusieurs principes directeurs ont été élaborés.

Manifestement, garantir le caractère civil et humanitaire de l'asile représente un souci majeur pour la communauté internationale, en particulier pour le HCR. A la fin des années 1990, le HCR a publié un document cadre conceptuel, connu sous le nom de «l'échelle d'options», qui définissait les niveaux d'insécurité des réfugiés et proposait une série de réponses possibles pour remédier efficacement à une situation donnée. L'échelle comprenait une batterie d'options (concrètes) «douces» et «intermédiaires», comme le contrôle des frontières, la surveillance policière des communautés et le déploiement d'observateurs internationaux et des options «dures», dont l'intervention militaire autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Vu la lenteur de ce dernier à réagir au problème, le HCR a collaboré avec un certain nombre d'autres acteurs, comme le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DOMP), pour aborder un problème qui, en apparence, dépassait ses attributions<sup>78</sup>. Ensemble avec les gouvernements d'accueil (et l'aide de la communauté internationale), le HCR a également dispensé des conseils sur des questions comme le rapatriement des ex-combattants étrangers ou des «éléments armés» par le biais des processus de DDR. Il s'agit là toutefois d'un domaine d'activité relativement neuf pour cette organisation, de sorte que les résultats et les problèmes devront être évalués.



Des milliers de déplacés internes soudanais peuplent ce camp de fortune dans la province du Darfour, dans l'ouest du Soudan. Photographié d'hélicoptère en septembre 2004. La menace de «militarisation» dans ces camps augmente au fil du temps.

© Ben Curtis/AP Photo

Par ailleurs, la violence armée, en particulier la violence commise par d'anciens soldats et miliciens, peut atteindre des proportions endémiques dans l'ombre d'un cessez-le-feu. L'*image* d'une spirale de violence intentionnelle risque également de s'amplifier, comme le démontre amplement la période d'après-conflit au Guatemala. Tout porte à croire également que les fusils d'assaut et les armes de petit calibre utilisés durant la guerre peuvent refaire surface et servir pour un genre de criminalité peu commun, en particulier dans les zones urbaines. Dans de nombreux cas, les anciens combattants et les criminels qui brandissent des armes de type militaire ont littéralement une puissance de feu supérieure à celle des officiers de police et des civils. Ces armes ont souvent été subtilisées à l'origine dans les propres arsenaux du pays.

Il n'est pas rare que la criminalité urbaine organisée s'intensifie après un conflit. Les informations disponibles, des Balkans à l'Amérique centrale, font apparaître souvent une escalade de la criminalité armée et de la violence sociale malgré les accords de paix (Grillot *et al.*, 2004; Godnick *et al.*, 2003; Braveman *et al.*, 1997); dans certains cas, elles atteignent des niveaux supérieurs à ceux d'avant la guerre (Guha-Sapir et van Panuis, 2002b). En Ouganda et en Sierra Leone, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants semblent avoir eu des effets variables en termes de réduction de la criminalité. En effet, une étude portant sur les soldats ougandais démobilisés dans les années 1990 a révélé qu'avant leur retour à la vie civile, les soldats sans terres étaient responsables d'une hausse significative des niveaux de criminalité urbaine. Statistiquement, ils avaient 100 fois plus de risques que le citoyen moyen de commettre un crime. En revanche, les taux de criminalité urbaine n'ont pas augmenté après le retour de ceux qui avaient été démobilisés correctement (Collier, 1994). Dans le cas de la Sierra Leone, toutefois, il semble que le DDR n'ait guère permis d'atténuer la stigmatisation des combattants rendus à la vie civile, de promouvoir la non-violence ou le démantèlement des factions (Humphreys et Weinstein, 2004).

Dans de nombreux cas, ces effets rémanents du conflit débordent des frontières et envahissent les pays voisins soi-disant «pacifiques» (Millennium Project, 2004; Banque mondiale, 2003a; 2003b). D'anciens soldats traversent régulièrement les frontières internationales et contribuent à militariser les camps de réfugiés et de déplacés internes, souvent avec l'accord tacite des gouvernements d'accueil, comme dans la Région des Grands Lacs et en Afrique de l'Ouest (voir encadré 10.3). Les gangs criminels et les groupes de milices s'associent fréquemment pour forger des partenariats transfrontaliers qui vivent notamment du trafic de stupéfiants, de la contrebande et des armes de type militaire.

Bon nombre des conséquences indirectes de la violence durant la période d'après-conflit sont cachées et dès lors difficiles à distinguer. Les traumatismes psychologiques et psychosociaux chroniques présents chez les populations déplacées ont fait l'objet d'analyses (Barbara, 1997; Sabin *et al.*, 2003). Des études portant sur les combattants et les civils ont révélé qu'un pourcentage considérable d'entre eux était exposé à une incidence élevée de violence extrême impliquant des armes à feu et d'autres types d'armements et qu'un nombre significatif souffrait de troubles mentaux à long terme (Humphreys et Weinstein, 2004; Butler, 1997; CDC, 1988)<sup>19</sup>. Des recherches participatives menées dans les contextes post-conflit, notamment au Cambodge, en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Bougainville), dans les Iles Salomon et au Sri Lanka, illustrent également de manière surprenante des situations d'insécurité communes chez les soldats et les civils, comme la violence sexuelle<sup>20</sup>, les impacts sur la mobilité physique et sociale, la cohésion familiale et l'accès à des moyens d'existence durables<sup>21</sup>.

### **La demande en armes dans les périodes d'après-conflit**

La fin d'un conflit armé n'implique pas nécessairement une réduction de la demande en armes. En effet, lorsque les peines ne sont ni mises en œuvre, ni appliquées, la propension des civils et des ex-combattants à acquérir des armes peut augmenter. Par ailleurs, on a l'impression que la présence permanente de fusils automatiques, de grenades et d'armes de poing normalise en partie le fait de s'armer pour se défendre.

Dans certains environnements post-conflit, la présence d'armes résiduelles peut augmenter le risque d'une issue fatale. Au Salvador, par exemple, entre juin 2001 et mai 2002, quelque 3.704 personnes ont sollicité le système de santé publique national pour des blessures par balle, et 7.592 autres pour des blessures causées par des objets tranchants, comme des couteaux et des machettes. Si les pistolets et les revolvers sont à l'origine de nombreuses blessures, la responsabilité des armes d'assaut et des grenades n'en est pas moins

importante (Godnick *et al.*, 2003). Dans des situations où le coût de la propriété est faible et où les motivations d'acquisition sont stables ou en hausse, la disponibilité des armes légères et de petit calibre peut entraîner une escalade de la violence armée.

Les sociétés restent souvent lourdement armées, malgré la résolution politique d'un conflit, et ce pour plusieurs raisons. Au niveau macroéconomique, les Etats ont souvent des charges financières excessives en termes de dépenses militaires; dans le même temps, ils doivent entretenir de grandes armées. Dans les pays en voie de développement, les dépenses nationales en matière de défense peuvent augmenter considérablement durant un conflit armé interne – jusqu'à 5% du produit intérieur brut (PIB) en moyenne, contre 2,8% en période de paix (Banque mondiale, 2003b). Inversement, il faut généralement des années pour que les dépenses en matière de défense reviennent aux niveaux d'avant-guerre, avec tout ce que cela implique pour les dépenses en matière d'infrastructure et de soins de santé, ainsi que pour le potentiel de productivité (Brauer et Dunne, 2004)<sup>22</sup>. Par ailleurs, l'excès d'armements, dont certains ont été volés ou mal gérés, implique souvent leur retour entre les mains de civils. Le «prix» réel des armes peut baisser, un facteur nécessaire mais insuffisant qui sous-tend une hausse de la demande.

Néanmoins, la demande en armes légères peut également augmenter en raison des disparités horizontales perçues durant la période post-conflit. Les pays qui sortent d'un conflit ont souvent contracté de lourdes dettes extérieures, susceptibles d'exercer des conséquences sérieuses sur la perception et l'affectation des revenus nationaux. Bien que de nombreuses organisations internationales aient mis en place une série d'instruments de stabilisation macroéconomique pour faciliter la transition, les failles socioéconomiques ne tardent pas à apparaître<sup>23</sup>. Lorsque les économies tendent à se développer après une période de contraction importante, il n'est pas rare de découvrir des inégalités socioéconomiques aiguës<sup>24</sup>. La productivité par habitant de la classe moyenne et des pauvres n'est pas uniforme durant cette période (Millennium Project, 2004; Sambanis, 2003). Par conséquent, la privation du droit électoral et le ressentiment généralisés peuvent alimenter la violence interpersonnelle. Les «préférences» individuelles et collectives pour les armes peuvent donc s'intensifier dans la période délicate qui suit la fin d'une guerre.

La «préférence» pour les armes peut s'intensifier dans la période délicate qui suit la fin de la guerre.

Au niveau microéconomique, l'importance de la demande collective et individuelle en armes peut s'expliquer en partie par le désir permanent d'autoprotection, le comportement prédateur de recherche de rente, et les normes sociales séculaires ou récentes en matière de détention d'armes (CULTURE DES ARMES). De nouvelles recherches empiriques sur les groupes armés dans les Iles Salomon, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Afrique du Sud indiquent que la demande en armes à feu, comme c'est le cas de la plupart des produits – est conditionnée en fin de compte par des «préférences» notoires, des «prix» réels et relatifs faibles, et la capacité de mobiliser suffisamment de «ressources» monétaires et non monétaires pour les acheter<sup>25</sup>.

## SÉCURISER LA PAIX: LES PROGRAMMES DE DDR ET DE RÉDUCTION DES ARMES

Les facteurs de risque qui accompagnent les processus de transition sont de mieux en mieux connus. Par exemple, des éléments récents indiquent qu'il existe une corrélation positive entre la durée et l'intensité d'un conflit armé et la probabilité relative d'une recrudescence de la violence armée<sup>26</sup>. D'autres risques associés à ces dernières phases de la transition – une aide inappropriée ou inéquitable, un ciblage disproportionné et inefficace, une faible croissance et un intérêt insuffisant pour la consolidation de la paix<sup>27</sup> et pour le désarmement – sont de plus en plus établis<sup>28</sup>.

Néanmoins, une certaine orthodoxie a vu le jour en matière de période d'après-conflit. Diamond conforte cet avis en affirmant que les initiatives destinées à reconstruire un pays anéanti, dévasté par la guerre, devraient comprendre au moins quatre volets:

||]a reconstruction politique d'un Etat légitime et compétent; la reconstruction économique, dont la reconstruction des infrastructures physiques du pays et la création de lois et d'institutions qui permettent une économie de marché; la reconstruction sociale, dont

la réhabilitation... d'une société civile et d'une culture politique qui encouragent la coopération volontaire et la limitation du pouvoir de l'Etat; et l'organisation de la sécurité générale pour établir un environnement sûr et discipliné (Diamond, 2004, p. 2).

Dans les environnements post-conflit, où l'Etat s'est effondré ou disloqué, la sécurité représente le fondement dont dépendront tous les autres éléments. Sans un minimum de sécurité, la population ne peut développer le commerce, s'organiser, reconstruire les communautés ou participer utilement à la politique ou au développement économique.

Aujourd'hui, les bailleurs de fonds multilatéraux développent régulièrement diverses interventions stéréotypées orientées vers la sécurité et le développement en vue de consolider la paix. La Banque mondiale, par exemple, a mis au point une série de «bonnes pratiques» pour aider les pays affectés, les bailleurs de fonds et les organisations multilatérales à naviguer dans les contextes instables de l'après-conflit (Banque mondiale, 2003b; 2003d). Elle préconise le déploiement des forces internationales de maintien de la paix et l'introduction de mesures de stabilisation dans les premiers stades de la période post-conflit. Suit alors l'introduction progressive d'une aide financière sur les cinq années suivantes, en particulier lorsque la capacité d'absorption est «optimale» pour la croissance. Enfin, des institutions démocratiques sont mises en place dans les dix ans à venir. Toutes ces activités sont généralement conçues dans le cadre de la reconstruction et du développement; autrement dit, elles sont décrites comme une «stratégie de priorité à la sécurité». Sont inclus dans cet ensemble d'initiatives, le DDR et la réduction des armes, deux volets qui, bien qu'ils partagent certaines caractéristiques et se chevauchent souvent, sont en réalité distincts.

D'une manière très générale, le DDR est un processus mis en place après un conflit, qui vise essentiellement à assurer la réinsertion des combattants (des armées permanentes, des forces de police ou des factions insurgées) dans la vie civile<sup>29</sup>. Bien qu'une doctrine unique doive encore être établie pour le DDR, d'innombrables ouvrages, majoritairement descriptifs, théoriques, ou distillant lesdites bonnes pratiques et les leçons apprises, ont été publiés ces dernières années<sup>30</sup>. En revanche, la réduction des armes est un terme générique qui englobe un ensemble de programmes divers visant à réduire le nombre d'armements principalement entre les mains des civils. Comblant essentiellement les lacunes du DDR, les initiatives de réduction des armes sont souvent exclues des accords de paix et tendent à adopter une approche plus disparate que ne le fait le DDR. Elles insistent sur tous les aspects, de la législation et accords sur les frontières régionales aux activités pratiques destinées à éliminer les armes et à en dissuader la possession. Un troisième processus, la réforme du secteur de la sécurité (RSS), transforme les institutions du secteur de la sécurité – notamment la police, l'armée et le système judiciaire<sup>31</sup> – et les oblige à accepter un plus grand contrôle démocratique (civil) ainsi qu'une transparence et une responsabilisation accrues (Ball, 2001; 2002; Smith, 2002). L'un des objectifs principaux de la RSS consiste à convertir le personnel militaire et policier en pourvoyeurs d'une sécurité légitime et à mettre en place des secteurs de sécurité responsables, professionnels, de taille appropriée et abordables. Veiller à maintenir des liens solides et bien définis entre le DDR, la réduction des armes et la RSS représente un défi permanent<sup>32</sup>.

Les organisations multilatérales et bilatérales de développement modifient leur attitude à l'égard du secteur de la sécurité.

### **Vers une approche développementale du DDR et de la réduction des armes?**

Les réalités effrayantes auxquelles elles sont confrontées, dans les contextes post-conflit notamment, incitent les organisations multilatérales et bilatérales de développement à changer leur attitude envers le secteur de la sécurité. La communauté de développement semble avoir abandonné bon nombre de ses préjugés à l'égard du secteur de la sécurité et s'attaque progressivement à des problèmes comme la réforme militaire et le désarmement pratique. Par ailleurs, il est à présent largement admis qu'une insécurité humaine ou personnelle persistante, telle qu'on en rencontre dans les pays qui sortent d'une guerre, peut entraver le développement humain et la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire<sup>33</sup>. En effet, l'insécurité permanente engendrée par les armes légères et les anciens combattants itinérants qui les utilisent peuvent compromettre l'investissement durable, la bonne gouvernance et finalement la reconstruction socioéconomique dans l'environnement post-conflit (FNU, 2004; Millennium Project, 2004; Muggah et Batchelor, 2002). La théorie selon laquelle un développement erroné, rapide ou irrégulier peut en soi atti-

ser l'insécurité et la violence armée s'inscrit dans le même ordre d'idée<sup>34</sup>. Par conséquent, la communauté de développement reconnaît aujourd'hui qu'elle doit faire face aux défis liés à la consolidation d'une sécurité humaine durable.

Néanmoins, les réactions opérationnelles de nombreux organismes et bailleurs de fonds continuent d'afficher une conception étroite. La reconstruction post-conflit s'inscrit rarement dans le contexte d'une économie politique nationale ou de relations existantes entre civils et militaires<sup>35</sup>; par ailleurs, les donateurs continuent de privilégier les interventions techniques et apolitiques à court terme. Par conséquent, le DDR et la réduction des armes sont deux types d'interventions régulièrement organisés pour remédier à l'insécurité.

### Bref historique du DDR

Le DDR est un instrument relativement récent adopté par la communauté de développement dans le contexte de la reconstruction post-conflit. Le terme DDR est utilisé en l'occurrence, bien que les acronymes de DDRR, DDRRR et PDR aient été régulièrement employés au cours des années précédentes (Ginifer *et al.*, 2004; Muggah, 2004a)<sup>36</sup>. L'optimisme régnant au début des années 1990 a encouragé les missions de maintien de la paix et les efforts de reconstruction financés par l'ONU à renouveler leur engagement international. Depuis 1948, l'ONU a financé 59 missions de maintien de la paix, dont la plupart ont été initiées à la fin de la Guerre froide. Bon nombre de ces premières missions de maintien de la paix, du Cambodge à la Namibie, représentaient des premières expériences en matière de DDR. L'approche conventionnelle préconisait le désarmement après un cessez-le-feu ou un accord de paix, comme au Salvador, au Mozambique et au Nicaragua, suivi par une réinsertion limitée. Bien qu'aucune doctrine ou de normes minimales n'aient été établies pour guider le DDR, ce volet, généralement mis en œuvre au début de la période d'après-conflit et destiné à neutraliser les trouble-fêtes potentiels en l'absence d'accords de paix clairement définis, est devenu un élément important des processus de paix<sup>37</sup>.

La DDR et la réduction des armes sont deux types d'interventions régulièrement organisés pour remédier à l'insécurité.

En 1998, un rapport du Secrétaire général de l'ONU a déclaré que l'une des priorités de la consolidation de la paix dans la période d'après-conflit était le désarmement et la démobilisation des ex-combattants et autres protagonistes ainsi que leur réinsertion dans la société productive (ONU, 1998). Diverses déclarations du président du Conseil de sécurité de l'ONU faites en 1999 ont mis en exergue l'importance de mener à bien les initiatives de DDR et ont souligné que «le désarmement, la démobilisation et la réinsertion ne pouvaient être envisagés isolément, mais devaient être considérés comme un processus continu, fondé sur l'objectif plus général de recherche de la paix, de la stabilité et du développement et s'en nourrissant» (Conseil de sécurité des Nations unies, 1999a). Un an plus tard, le Secrétaire général soumettait un rapport détaillé au Conseil de sécurité sur le rôle des missions de maintien de la paix de l'ONU dans le cadre du DDR (Conseil de sécurité des Nations unies, 2000a).

En quelques années, le DDR est venue occuper une position centrale dans les opérations de transition militaire-civile organisées par les bailleurs de fonds de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'ONU, la Banque mondiale, les gouvernements affectés et une myriade d'organismes et d'ONG. Lors de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité, le Département des affaires de désarmement de l'ONU (DAD) et le DOMP se sont prononcés largement en faveur de l'intégration du désarmement dans le cadre des accords de paix (Faltas et Chiaro, 2001). Les divisions de l'ONU, notamment le DOMP, et essentiellement les groupes de réflexion occidentaux, ont mis en place des modèles standardisés pour le DDR et défini les bonnes pratiques (Kingma, 2000; Berdal, 1996)<sup>38</sup>. Dans de rares cas, différents types d'initiatives de réduction des armes ont été testés avant de mettre en œuvre des programmes de désarmement et des projets de DDR à l'échelle nationale. Dans d'autres, les liens avec le développement et la consolidation de la paix ont été établis graduellement (Small Arms Survey, 293-95).

Au vu de la quantité considérable d'énergie investie dans la défense du DDR et de la réduction des armes, il est surprenant de voir le peu d'éléments disponibles permettant de déterminer l'efficacité de ces programmes, que ce soit en termes de réalisation de leurs objectifs discrets ou de contribution à la sécurité d'une manière plus générale (voir encadré 14.4). En effet, une étude portant sur plus d'une douzaine d'initiatives

#### Encadré 14.4 Le DDR en Sierra Leone: une réinsertion réussie?

Entre 1998 et 2002, le Comité national de DDR en Sierra Leone a enregistré quelque 76.000 combattants et collecté et détruit près de 42.330 armes et 1,2 millions de pièces de munitions. Le programme était financé par un fonds en fidéicommis de multiples bailleurs de fonds, d'une valeur de 31,5 millions USD, ainsi que par des aides d'urgence à la reconstruction et une allocation du Fonds post-conflit (Bradley *et al.*, 2002). L'intervention est largement présentée comme une initiative de référence pour la promotion de la «réinsertion» (CERI, 2004; Mazurana et Carlson, 2004; Bradley *et al.*, 2002).



Un homme verse du carburant sur les armes avant de les brûler à Lungi, Sierra Leone, en janvier 2002.

© Alistair Thomson/Reuters

Une étude réalisée en 2004 utilise les données du recensement pour évaluer l'efficacité du processus de DDR en Sierra Leone (Humphreys et Weinstein, 2004). Elle identifie quelques succès importants mais soulève des questions quant à son efficacité à plus long terme. Menée en 2003, l'étude englobe un suivi à grande échelle de 200 non-combattants et de 1.000 ex-combattants de toutes les factions et régions de Sierra Leone. Elle avait pour but:

- d'évaluer les motivations de ceux qui avaient participé à la violence politique;
- de réunir des informations systématiques sur les structures organisationnelles et le comportement économique des parties belligérantes; et
- de réunir des données représentatives sur les expériences des combattants relatives au processus de démobilisation et sur la mesure dans laquelle ils se sont effectivement réinsérés dans leurs communautés.

En l'occurrence, les auteurs constatent que le processus de DDR a été mis en œuvre de manière équitable. Les recherches indiquent qu'aucun élément n'a permis d'identifier le traitement préférentiel d'une faction dans les phases de conception ou de mise en œuvre. Dans une

société en proie aux différences entre factions, où les perceptions de mauvais traitement auraient pu compromettre le processus de paix, cette neutralité est extrêmement importante.

Le rapport indique que les non-participants au processus de DDR (représentant à peine plus de 10% de l'échantillon) n'ont pas été plus mal lotis que les participants en termes de réinsertion. En effet, ils étaient tout aussi susceptibles d'être acceptés par les membres de leur famille et leurs voisins; de retourner dans leurs communautés d'origine; de rejeter les factions comme les principaux acteurs politiques dans la période post-conflit; et de profiter des moyens non violents permettant d'influer sur le changement politique. Par ailleurs, certains éléments indiquent que les non-participants ont résolu plus rapidement les problèmes d'acceptation communautaire que ne l'ont fait les participants.

Les auteurs soulignent toutefois que les résultats doivent être traités avec prudence. D'une part, ceux qui n'ont pas participé au DDR peuvent différer fondamentalement de ceux qui ont choisi d'y participer. Par exemple, le programme de DDR peut avoir accepté les cas de réinsertion les plus difficiles - notamment, les combattants du Front révolutionnaire uni (RUF). D'autre part, il est possible que ceux qui n'ont pas participé formellement au processus en aient tiré quelques profits. Par conséquent, les effets du DDR ne se seraient pas traduits de manière aussi marquée dans les différences observées entre les participants et les non-participants.

Le fait que, d'une manière générale, les participants ne se soient pas réinsérés plus facilement que les non-participants pourrait indiquer que les programmes de DDR ne jouent pas actuellement un rôle suffisamment important dans l'atténuation de la stigmatisation communautaire. En revanche, la réussite de la réinsertion post-conflit a été largement conditionnée par la fin de la guerre. Le RUF avait été vaincu de manière décisive, le pays était las de se battre et les conditions de paix ont été largement acceptées.

En définitive, une évaluation contrôlée en aveugle est la seule manière d'apprécier systématiquement l'efficacité des programmes de DDR. S'ils étaient mis en œuvre de manière à éviter la création d'iniquités, ils pourraient générer des estimations très précises de l'impact du DDR en général, et des interventions spécifiques en particulier, sur les perspectives d'une réinsertion post-conflit.

Source: Humphreys et Weinstein (2004)

de réduction d'armes et de DDR, réalisée en 2004, a révélé qu'aucune des interventions ne pouvait «affirmer [avoir eu] un impact statistiquement significatif sur la sécurité ... [malgré] les nombreux changements observés dans les perceptions individuelles et communautaires de la sécurité» (CICS, 2004). La Banque mondiale fait également remarquer que, dans le cas du DDR, «il n'existe aucune analyse statistique des effets de l'intégration militaire sur la probabilité d'une résurgence de la guerre [bien que] dans différents cas, l'intégration militaire [soit] associée à une baisse des taux de récurrence de la guerre» (Banque mondiale, 2003b, p. 149).

Quoi qu'il en soit, le DDR a été incorporé dans la réflexion générale sur le développement très peu de temps après que la Banque mondiale s'est intéressée au secteur de la sécurité. En réalité, la Banque mondiale s'est engagée dans les débats sur le DDR comparativement tôt et a été impliquée dans les volets de démobilisation et de réinsertion du DDR dès la fin des années 1980. Par la suite, elle a apporté son aide aux projets de démobilisation et de réinsertion (PDR) dans plus de 16 pays (27 projets) pour la conception et le financement des interventions, souvent en collaboration étroite avec les organisations de l'ONU qui s'occupent généralement du désarmement, de la destruction des armes et de la RSS (Colletta *et al.*, 1996). En effet, la Banque mondiale fut l'une des premières institutions à développer une capacité analytique dans ce secteur. Par ailleurs, elle «a étendu ses compétences de l'apport de capitaux financiers et de la reconstruction d'une infrastructure physique principalement, à une approche globale qui inclut également des initiatives visant à promouvoir la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants... un groupe particulièrement vulnérable dans le contexte post-conflit» (Banque mondiale, 2003b)<sup>39</sup>.

Toutefois, si elle a considérablement investi dans la démobilisation et la réinsertion des groupes vulnérables et des combattants, la Banque mondiale n'a jamais explicitement abordé la composante «désarmement» du processus de DDR. La principale raison réside dans son mandat. Le *Manuel opérationnel* de la Banque mondiale prévoit que: «Dans le cadre de son mandat, la Banque ne s'engage pas dans des opérations de rétablissement ou de maintien de la paix, qui sont dévolues aux Nations unies et à certaines organisations régionales. De même, elle ne fournit pas d'aide directe au désarmement des combattants» (Banque mondiale, 2001a). Certains initiés affirment qu'il s'agit là davantage d'une volonté de la Banque mondiale de ne pas s'impliquer dans des questions susceptibles de ternir sa réputation que d'une contrainte imposée par son mandat.

### La réduction des armes: un bref récapitulatif

La réduction des armes, qui présente une histoire plus longue que le DDR, ne se limite ni aux situations de conflit ni aux situations post-conflit. Bien que la réduction des armes soit aujourd'hui intégrée au développement, à la consolidation de la paix, à la surveillance policière et à d'autres secteurs, elle trouve ses racines dans les initiatives américaines de prévention de la criminalité mises en œuvre dans les années 1950. À l'époque, les approches pratiques destinées à réduire la disponibilité des armes supposaient généralement leur rachat, même s'il était communément admis qu'il ne s'agissait là que d'une solution à court terme qui encourageait les marchés illicites des armes à feu. Dans les années 1970 et 1980, les efforts de réduction des armes ont élargi leur portée (au-delà des armes en soi) pour englober les agents individuels qui les détenaient et les structures réglementaires permissives qui facilitaient leur acquisition. La police et les spécialistes en criminologie ont adopté progressivement des approches intégrées à l'égard de la réduction des armes et se sont attachés simultanément à augmenter le prix de l'acquisition des armes à feu par le biais de peines et à proposer des incitants financiers pour encourager leur restitution.

La réduction des armes est, à maints égards, une nouveauté surprenante venue enrichir l'arsenal du secteur du développement. Tout au long des années 1990, il est devenu plus difficile que jamais d'ignorer la corrélation négative entre la violence armée et le sous-développement (Humphreys, 2002; Stewart et Fitzgerald, 2001). Si l'usage omniprésent des armes compromettait de plus en plus les interventions de développement, en réduire la disponibilité n'était plus une question de choix mais de cruelle nécessité. Plus récemment, de même que certains cercles politiques ont cherché à établir des liens entre le sous-développement et le terrorisme, la réduction des armes a fait partie intégrante d'une campagne générale visant à réduire la pauvreté en période d'après-conflit<sup>40</sup>.

La Banque mondiale s'est engagée dans les débats sur le DDR relativement tôt.

Comme pour le DDR, la réduction des armes est dénuée de doctrine ou d'une base conceptuelle claire. En fait, elle implique plusieurs activités, qui vont du renforcement du cadre réglementaire pour la détention d'armes par des civils aux campagnes de sensibilisation du public concentrées sur les «cultures des armes». Cette approche est devenue rapidement un élément central des stratégies de reconstruction post-conflit (Ginifer *et al.*, 2004).

Les initiatives de réduction des armes sont de plus en plus souvent associées au DDR. Elles sont fréquemment présentées comme un suivi, comme au Kosovo, en République du Congo ou en Sierra Leone (Ginifer *et al.*, 2004). Des initiatives discrètes de réduction des armes, comme les «Flammes de la Paix» au Mali, en Serbie et en Sierra Leone, ont également été greffées aux programmes formels de DDR. Par ailleurs, la réduction des armes est instaurée aujourd'hui pour remédier aux lacunes des programmes de DDR actuels, en particulier en ce qui concerne le stockage et l'élimination des armes, les campagnes de sensibilisation du public, la mobilisation communautaire et la réduction de la demande. En engageant les groupes de la société civile et en stigmatisant la détention d'armes, comme l'a fait le projet «Renforcer les mécanismes de contrôle sur les armes légères» lancé par le Programme de développement des Nations unies (PNUD) au Salvador (2001-2003), les activités de réduction des armes ont également permis d'entrevoir la possibilité de réaliser des revirements durables à long terme en matière de criminalité et de violence communautaires<sup>41</sup>.

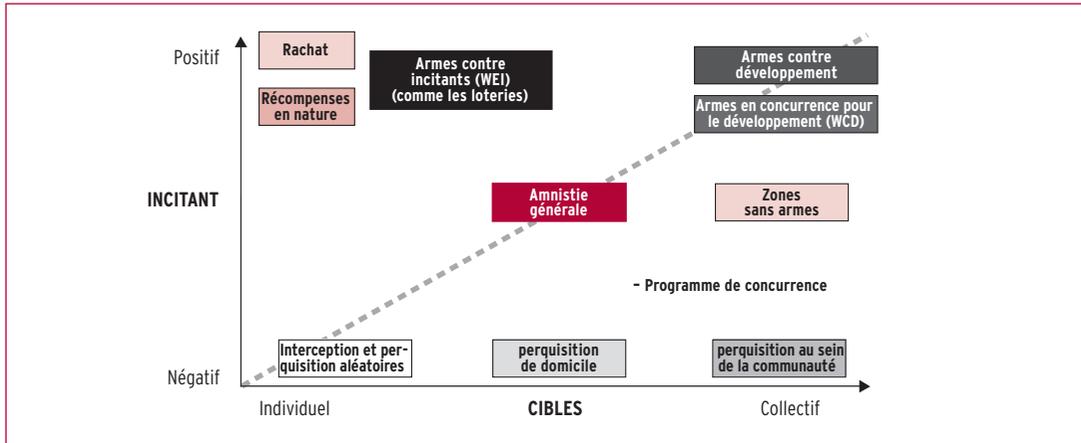
La réduction des armes peut être subdivisée en deux catégories distinctes au moins: la réduction forcée (phase un) et la réduction volontaire (phase deux)<sup>42</sup>. La réduction forcée des armes fait souvent partie d'une stratégie générale de désarmement durant les négociations de paix et la période qui y succède immédiatement, bien qu'elle puisse également avoir lieu hors des accords formels. Ces initiatives dites de phase un, généralement gérées par les soldats de la paix et les militaires, sont organisées, centralisées, supervisées, publiques, involontaires et collectives (Faltas *et al.*, 2001). En témoignent les efforts de désarmement permanents de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) ou de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Les initiatives transrégionales sont également incluses dans cette catégorie, notamment celle de l'Organisation de coopération régionale des chefs de police d'Afrique australe, qui a collecté des milliers d'armes dans la région.

Dans l'intervalle, des activités de réduction volontaire sont souvent introduites ultérieurement dans le processus de transition pour remédier à la détention d'armes par des civils. Ces interventions, dites de phase deux, développent une combinaison d'incitants collectifs et individuels. Elles sont décentralisées, souvent précédées de diverses peines afin de dissuader la détention illicite. Les programmes «armes contre développement», «collecte d'armes au niveau communautaire contre développement», «doteries liées aux armes», «amnisties volontaires» et «zones sans armes» en sont quelques exemples. Les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, dont le PNUD et d'autres organisations de développement, privilégient de plus en plus les initiatives de phase deux (voir annexe 1).

### **Créer le consentement en développant les incitations**

La communauté de développement a insufflé une nouvelle réflexion dynamique dans les interventions de DDR et de réduction des armes. Par conséquent, elles sont aujourd'hui généralement très variées en termes de paramètres et d'approches<sup>43</sup>. Les acteurs du développement ont expressément élargi la traditionnelle priorité aux stimulants financiers pour inclure une série d'autres «carottes» destinées à inciter les individus à abandonner leurs armes et à modifier les préférences des agents armés. En effet, si les programmes de rachat sont volontaires et visent à influencer les choix individuels, les programmes «Armes contre développement» (WED), bien que volontaires également, s'attachent à modifier les préférences communautaires (figure 10.4). Une tentative concertée de modifier les perceptions sur la possession d'armes, par les campagnes de stigmatisation et de sensibilisation du public, est essentielle dans le cadre des nouvelles initiatives de réduction des armes. En revanche, les traditionnelles interventions d'interception et de perquisition aléatoires sont imposées et ciblent essentiellement les individus. Les perquisitions au sein des communautés, bien que parfois coercitives, visent à établir la confiance parmi les résidents et sont souvent menées parallèlement à la surveillance policière de la communauté.

Figure 10.4 Les incitants de la réduction des armes



Source: Wilkinson (2004)

Par ailleurs, les acteurs du développement ont souligné qu'une réduction efficace et durable des armes doit prendre en compte la propriété locale. Au cours des cinq dernières années, le PNUD ainsi que des organisations de coopération au développement britanniques et allemandes, l'Union européenne (UE), l'Organisation internationale pour la migration (OIM) et bien d'autres, ont lancé des projets de réduction des armes dans plus de 45 pays. Toutefois, la mesure dans laquelle ceux-ci ont contribué à la sécurité humaine, voire au développement, relève davantage de la question empirique.

Un certain nombre d'évolutions marquent les approches contemporaines du DDR et de la réduction des armes. Bien qu'elles soient toujours régulièrement organisées au niveau national, il semble que les approches régionales de DDR et de réduction des armes recueillent davantage d'intérêt, une reconnaissance explicite des dimensions transnationales de la prolifération des armes et des ex-combattants étrangers. Le programme multinational de démobilisation et de réinsertion dans la Région des Grands Lacs (2002-06) et l'Opération Rachel impliquant le Mozambique et l'Afrique du Sud (1995-2003) en constituent de bons exemples (voir annexe 10.1). Dans le cas de l'Amérique latine, on se rend de plus en plus compte de l'importance d'institutionnaliser les activités par le biais des corps législatifs nationaux afin d'assurer leur continuité.

Il semble également y avoir une certaine réorientation des priorités vers la demande en armes. Des initiatives récentes dans les pays sortant d'un conflit comme Haïti (2004-05) et les Iles Salomon (2003-04), par exemple, se concentrent autant sur la collecte des armes que sur la modification des attitudes communautaires à l'égard des armes à feu par l'instauration de «zones sans armes» et les activités de réconciliation (voir encadré 10.5). Les campagnes de sensibilisation du public et les messages forts ont contribué à faire naître des punitions sociales pour l'acquisition et la détention d'armes et peuvent simultanément augmenter le prix des armes à feu tout en réduisant leur attrait. Bien que les avantages des incitants individuels par opposition aux stimulations collectives à rendre les armes restent sujets à débat, la prise en compte des aspects de la demande relatifs à la possession d'armes s'améliore (Muggah et Brauer, 2004; Muggah, 2004d). Il est probable qu'une attention accrue pour la réduction de la demande devienne une caractéristique de plus en plus importante dans les interventions de réduction des armes et de DDR dans les années à venir.

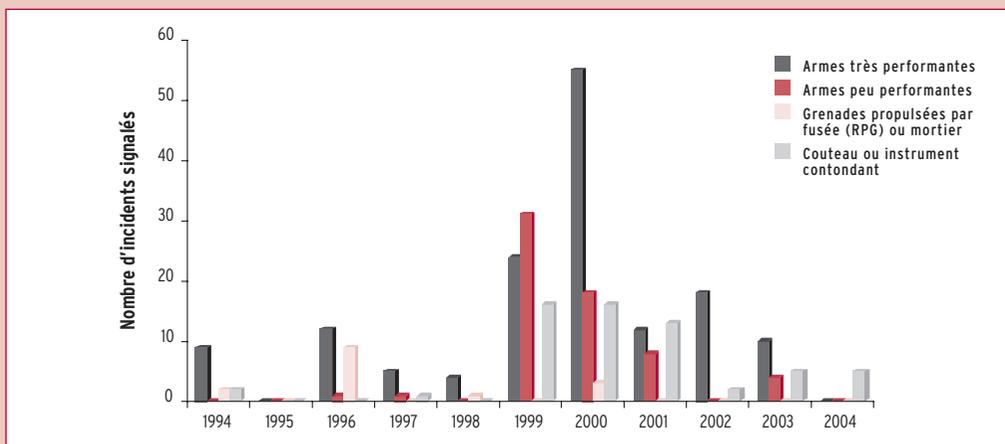
Si de nouvelles approches énergiques destinées à réduire la demande font leur apparition dans les initiatives de DDR et de réduction des armes, bon nombre restent directives et ne sont pas soumises à l'approbation des communautés mêmes qu'elles cherchent à aider. De nombreuses organisations continuent d'adopter des méthodologies conceptuelles à l'égard du DDR, accordant une attention insuffisante aux normes et aux pratiques coutumières. Comme le montre la section suivante, les objectifs et les méthodes appropriées destinées à mesurer l'efficacité du DDR et de la réduction des armes continuent de susciter un large

Les initiatives récentes en Haïti et dans les Iles Salomon visent à modifier les attitudes de la communauté à l'égard des armes à feu.

### Encadré 10.5 *Konflik i nostap nao ia\**: la réduction des armes dans les Iles Salomon

Les Iles Salomon émergent d'une période de violence brutale, familièrement qualifiée de «tensions». De 1998 à 2003, entre 150 et 200 personnes ont été mortellement blessées, tandis que 430 à 460 personnes ont subi des blessures non mortelles, un nombre élevé si l'on considère que le pays ne compte que 409.000 habitants<sup>44</sup>. Au paroxysme des tensions, plus de 35.000 résidents des Iles Salomon ont été déplacés des deux îles principales, Guadalcanal et Malaita. Tous ces troubles étaient occasionnés par quelque 3.500 à 5.000 armes très puissantes fabriquées illicitement (Nelson et Muggah, 2004).

**Figure 10.5 La fréquence des blessures par balle et par arme blanche, Hôpital central national, 1994-2004**



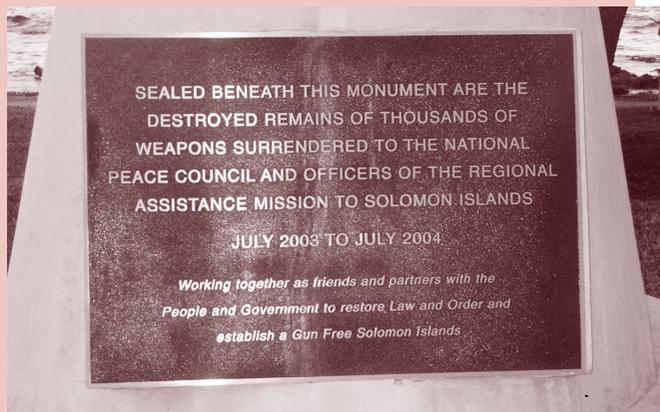
Remarques: les armes très performantes sont des M-16 et des fusils d'assaut SL88 de la police et les pistolets; les armes peu performantes sont des fusils de chasse, des fusils de calibre 22 et des armes artisanales.

Source: Nelson et Muggah (2004)

Le pays est entré dans une période d'après-conflit après la signature de l'Accord de paix de Townsville, le 15 octobre 2000. Malgré cet accord et le déploiement d'une équipe internationale de surveillance de la paix, les combats se sont poursuivis entre les deux factions principales, le Mouvement Isatabu pour la liberté (Isatabu Freedom Movement) et les Forces de l'aigle de Malaita (Malaita Eagle Front).

Diverses autres initiatives ont vu le jour entre 2001 et 2003, notamment la démobilisation de plus de 2.500 agents spéciaux (policiers réservistes) que l'on pense responsables de la majorité de la violence armée. Le Conseil national pour la paix a également mis au point une initiative de réduction d'armes, le projet «village sans armes», qui a permis de récolter 67 armes à feu de qualité variable (Muggah, 2003).

En application de la Déclaration de Biketwa du Forum des Iles du Pacifique et sanctionnée par le projet de loi de 2003 sur l'aide internationale, une force d'intervention de 2.250 hommes fut dépêchée vers Honiara, la capitale nationale, en juillet 2003, dans le cadre de la Mission d'assistance régionale aux Iles Salomon (RAMSI). L'opération *Helpem Fren*, à l'origine une initiative de surveillance policière, a obtenu un mandat de 18 mois. Son objectif initial consistait à rétablir la sécurité à Honiara par des approches musclées et dissuasives, afin de permettre au gouvernement, aux entreprises et aux communautés d'agir libres de toute intimidation armée. A la fin de 2003, la sécurité avait été étendue aux îles écartées.



Un mémorial dédié à l'avenir des Iles Salomon sans armes.

### Encadré 10.5 *Konflik i nostap nao ia\**: la réduction des armes dans les Iles Salomon (suite)

L'initiative de réduction des armes a constitué la pierre angulaire de la campagne dès les premiers temps. En effet, le désarmement des groupes de milices dominants était largement considéré comme le plus grand défi à relever par la RAMSI<sup>45</sup>. Après la première amnistie gérée par la RAMSI en août 2003, quelque 3.700 armes avaient été collectées, dont bon nombre ont été détruites. Entre 2000 et la fin de 2004, les interventions avaient permis de collecter plus de 5.800 armes industrielles et artisanales.

L'efficacité des efforts de démobilisation et de réduction des armes peut se mesurer à la fois au nombre d'armes collectées et à la diminution considérable de la violence armée dès 2003. Un seul meurtre par arme à feu a été signalé après l'intervention de la RAMSI en 2003. Bien que la prédilection pour les armes subsiste encore - pour l'auto-défense, la chasse et la lutte contre les animaux nuisibles - le prix de leur acquisition a explosé. Non seulement les peines liées à la possession d'armes sont extrêmement lourdes et appliquées de manière stricte, mais aussi, la collecte de la plupart des armements connus a également fait augmenter le prix monétaire réel des armes à un niveau qui dépasse les possibilités de la plupart des résidents des Iles Salomon.

\* Remarque: traduit librement du créole local: «Le conflit n'est pas toléré aujourd'hui.»

Source: Nelson et Muggah (2004)

débat. En effet, la majorité des évaluations à ce jour se sont concentrées sur le nombre et la qualité des armes collectées ou détruites et les types d'incitants instaurés. En outre, la plupart se fondent sur des informations empiriques indiquant que les communautés ont bénéficié d'un environnement sans armes ou que la vie des «bénéficiaires» et de leurs communautés s'est améliorée<sup>46</sup>. Peu d'évaluations apportent la preuve que la sécurité et la sûreté se sont radicalement améliorées après l'intervention. Les raisons de ce manque d'informations sont variées, bien qu'elles puissent être attribuées en partie au fait que rien ne soit prévu au départ pour le contrôle et l'analyse.

### Un regard critique sur le DDR et la réduction des armes

L'enthousiasme à promouvoir le DDR et la réduction des armes comme des éléments à part entière de la reconstruction post-conflit, tend à faire l'impasse sur leurs nombreuses lacunes. Leurs limites sont étroitement liées et souvent mal comprises. A l'origine, il convient de rappeler que, en ce qui concerne le DDR, les pays les moins développés sont particulièrement confrontés à une série de difficultés que ne connaissent pas les armées démobilisées dans les pays de l'OCDE et certaines régions d'Asie (Colletta *et al.*, 1996)<sup>47</sup>. La DDR et la réduction des armes sont particulièrement complexes à mettre en œuvre dans des environnements qui ne présentent aucune tradition de transparence ni de contrôle civil sur l'armée et où les institutions fondamentales, comme la police et le système judiciaire, se sont effondrés. D'autres faiblesses majeures sont liées à l'intérêt disproportionné pour le désarmement, au détriment d'activités à plus long terme comme la réinsertion, et aux critères ambigus invoqués pour mesurer la «réussite» ou «l'échec». En cause, les «objectifs» ambigus souvent imputés au DDR et à la réduction des armes. En outre, les stratégies visant à gérer les attentes, assurer une collaboration institutionnelle efficace, collecter les fonds nécessaires et créer des stimulants appropriés sont souvent formulées sans une préparation préalable suffisante.

### Le biais du désarmement

Malgré l'implication accrue du secteur du développement dans la promotion du DDR et de la réduction des armes, c'est le nombre d'armes collectées, et non la mesure dans laquelle ces initiatives ont amélioré la sécurité, et encore moins remédié aux inégalités sexistes ou favorisé la réduction de la pauvreté, qui continue de servir de référence pour évaluer la réussite d'une intervention<sup>48</sup>. De nombreux bailleurs de fonds et gouvernements continuent de privilégier la collecte de matériel. Ce «biais du désarmement» persiste, bien qu'il y ait de plus en plus de raisons de penser que le nombre formel d'armes collectées ne contribue pas nécessairement à améliorer la sécurité ou même à établir la confiance. Par ailleurs, même lorsque des quantités considérables d'armes ont été collectées, les efforts de DDR et de réduction d'armes continuent à négliger l'aspect du stockage

sécurisé ou de leur destruction, une activité cruciale dans des environnements instables où les structures policières et militaires sont ouvertement enclines à «recycler» les armes dans les communautés.

### Mesurer l'efficacité

Une autre critique majeure du DDR et de la réduction des armes se rapporte à la signification de «l'efficacité» en tant que telle. L'efficacité est souvent définie de manière différente en raison des objectifs (et des motivations) largement divergents, voire contradictoires, des nombreux acteurs durant la période post-conflit. La pression politique aiguë exercée principalement pour initier rapidement des projets de DDR ou de réduction des armes permet rarement de réfléchir adéquatement à leurs objectifs à court, moyen et long terme. Par exemple, de nombreux stratèges militaires et gouvernementaux concèdent que le DDR dessert une fonction pragmatique et temporaire: collecter des armes et désarmer ou dissuader les éventuels importuns. Il se peut qu'ils admettent également que le DDR doit desservir un objectif symbolique, tel que l'établissement de la confiance entre les ex-combattants et leurs communautés. De manière déconcertante, les organisations de développement et les bailleurs de fonds peuvent également voir le DDR et la réduction des armes comme deux éléments liés ou se substituant aux programmes de développement viables à long terme et considérer les anciens combattants comme une source créative et dynamique de main-d'œuvre productive. Par ailleurs, dans des situations qui nécessitent souvent des choix difficiles, le DDR peut également chercher à diriger ou à remplacer un véritable processus politique dans la période post-conflit. Dans des environnements pauvres en ressources, où le DDR et la réduction des armes sont les seules initiatives proposées, ceci peut engendrer la création de dangereux précédents (Muggah, 2004a).

La DDR et la réduction des armes se substituent fréquemment aux solutions «politiques».

Lorsque les buts précis des initiatives de DDR ou de réduction des armes ne sont pas totalement clairs, les bailleurs de fonds et les organisateurs sont susceptibles d'adopter des objectifs qui dépassent largement ce qu'il est réaliste d'atteindre. Au Soudan, par exemple, on s'attend à ce que le DDR compense des dizaines d'années de sous-développement. Les cas de la République centrafricaine, du Liberia, de la République du Congo et d'autres pays témoignent des limites du DDR, dont les objectifs et les repères de mesure d'efficacité ont été mal articulés dès le départ (RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE). Alors que certains bailleurs de fonds, organisations de développement et décideurs voient peut-être des avantages à maintenir des objectifs aussi flexibles que possible, il est peu surprenant que les principaux intéressés, les combattants et les civils voient souvent les initiatives de DDR et de réduction des armes avec méfiance, voire avec mépris.

Pour compliquer les choses, une dénomination ambiguë fait fréquemment échouer les initiatives de DDR et de réduction des armes. Il n'existe aucune définition claire ou généralement admise de ce qui constitue réellement le «désarmement», la «démobilisation» ou la «réinsertion», pas plus qu'il n'y a de consensus sur la fin de ces processus ou sur la manière d'évaluer leur efficacité. Les difficultés conceptuelles et pratiques associées à la distinction entre «combattants» et «civils» sont également bien connues et se posent majoritairement dans des pays sortant d'un conflit, tels que l'Afghanistan, Haïti et l'Irak ainsi que dans la région des Grands Lacs en Afrique (CERI, 2004; Jensen et Stepputat, 2001; Muggah, 2004a)<sup>49</sup>. Il arrive parfois que parmi les démobilisés, on retrouve les ex-soldats d'une armée nationale et les anciens combattants rebelles contre qui ils se sont battus, comme en Angola et en Sierra Leone. Dans d'autres cas, comme en Erythrée et en Éthiopie, les démobilisés sont des soldats de deux armées nationales opposées. En Afghanistan et en République du Congo, il est difficile, voire impossible, d'établir une différence entre les combattants légitimes et les civils. Dans de nombreux cas, cette distinction entre combattants officiels et guerriers à temps partiel est éclipsée ou tout simplement ignorée (CERI, 2004).

### La gestion des attentes

Les acteurs du développement négligent souvent un défi essentiel: la gestion effective des attentes. Si le DDR ou la réduction des armes sont entreprises sans une stratégie efficace de communication ou de sensibilisation du public, les conséquences peuvent s'avérer désastreuses. La DDR mise en œuvre aux Philippines et en Afrique de l'Ouest révèle que la mauvaise gestion des attentes et une préparation inadéquate au désarmement peuvent générer des résultats contre-productifs, voire mortels (voir encadré 10.6).

### Encadré 10.6 Les opérations de maintien de la paix de l'ONU: «plus ça change»

Il y a plus de dix ans, le Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali promettait que l'ONU ne commettrait pas la même erreur au Mozambique qu'en Angola. Le désarmement entrepris durant la seconde mission de vérification de l'ONU en Angola (UNAVEM II) n'avait pas été mis en œuvre de manière significative dans la course aux élections nationales de 1992. Voyant que les résultats électoraux ne lui avaient pas été favorables, le leader des rebelles de l'UNITA, Jonas Savimbi, a replongé le pays dans une guerre civile à l'aide des armes qu'il n'avait jamais restituées.

Boutros-Ghali a fait comprendre que l'Opération de l'ONU au Mozambique (ONUMOZ), contrairement à UNAVEM II, détruirait des quantités considérables d'armes et de munitions. Par ailleurs, elle impliquerait la population civile ainsi que les forces armées des protagonistes. Finalement, l'ONU n'a toutefois réalisé que des progrès négligeables dans la récupération des armes circulant à travers le pays (Berman, 1996). Heureusement, le chef rebelle de la *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO), Afonso Dhlakama, en plus de remplacer sa tenue de combat par des costumes de coupe italienne, a accepté la défaite électorale de bonne grâce. Dans les deux cas, la communauté internationale a manqué de profiter pleinement d'une occasion de régler le problème de la prolifération des armes légères de manière décisive.

Bien que l'inadéquation des approches adoptées par les opérations de paix de l'ONU à l'égard de la collecte d'armes soit largement admise, la situation reste désastreuse. Dans ce contexte, le Rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations unies, ledit *Rapport Brahimi*, a souligné l'importance d'assurer un financement suffisant du DDR (Conseil de sécurité des Nations unies, 2000a; para. 42 et 47). Après deux ans dans l'ère «post-Brahimi», l'ONU n'était cependant pas parvenue à mettre en œuvre les recommandations du rapport concernant le DDR des ex-combattants en RDC lorsque le mandat de la MONUC fut amendé (Durch *et al.* 2003, p. 28).

Au Liberia, la MINUL a toutefois obtenu des fonds dans le cadre d'un budget de fonctionnement ordinaire affecté au maintien de la paix pour réhabiliter les anciens combattants (Durch *et al.*, 2003), même si ce n'était pas de manière durable. Les fonds initiaux réservés au programme de DDR étaient basés sur une estimation de 38.000 ex-combattants. Toutefois, en fin de compte, ce sont 107.000 individus qui ont bénéficié du programme et ont eu droit à des allocations. Les bailleurs de fonds auraient été peu enclins à compenser le manque à gagner et le programme s'est enlisé. Que le problème fondamental réside dans des critères d'admissibilité vagues ou une sous-estimation flagrante des chiffres officiels, il est évident que les exigences opérationnelles et logistiques ont dépassé la réserve de volonté politique et financière de la communauté des bailleurs de fonds (Berman, 2005).



Des anciens combattants restituent leurs armes aux Nations unies en échange d'argent durant le programme de désarmement de la MINUL en décembre 2003. L'ONU avait largement sous-estimé le nombre d'ex-combattants susceptibles de participer au DDR.

Auteur: Eric Berman

© Sven Torfinn/Panos Pictures

A l'instar du Liberia, une industrie de la réinsertion a fait son apparition à Mindanao, aux Philippines, où les organisations internationales, comme le PNUD et l'agence américaine d'aide au développement international USAID, continuent d'aider des dizaines de milliers d'ex-combattants – et leur familles – de plus que n'est censé en compter le Front de libération nationale moro (Muggah, 2004c). Bien souvent, le nombre de combattants est gonflé afin de bénéficier d'allocations. Dans ces situations, les initiatives DDR et la réduction des armes risquent non seulement de devenir des programmes de «récompense» mais également d'alimenter un marché illicite et transnational des armes<sup>50</sup>. Des entrepreneurs locaux, eux-mêmes souvent des éminences

grises ou d'anciens combattants, récupèrent fréquemment ces initiatives pour consolider un commerce national ou régional des armes légères et de petit calibre. L'émergence de marchés noirs dans le sillage de projets de DDR et de réduction des armes a été découverte très récemment notamment en Guinée, en Haïti, en Sierra Leone et dans les Iles Salomon (Milner, 2004; Nichols, 2004; Muggah, 2005c).

Les objectifs des  
différents  
protagonistes  
divergent souvent  
considérablement  
dans la période  
post-conflit.

### Les barrières institutionnelles

La DDR et la réduction des armes sont confrontées à d'énormes défis institutionnels. Par exemple, malgré les récents avantages théoriques obtenus en reliant les activités de développement au désarmement concret expliqué ci-dessus, les guerres de «territoire» persistent entre les organisations présentes sur le terrain. Les approches visant à organiser et à mettre en œuvre le DDR et la réduction des armes varient de la désignation d'un «organisme directeur» pour superviser le processus dans sa globalité au développement d'une meilleure «coordination» entre une série d'organisations distinctes. Il est inquiétant de constater que bon nombre d'organisations de développement sont toujours réticentes à reconnaître l'importance des programmes dans le cadre de la réduction de la violence armée, en particulier lorsque les armes légères et de petit calibre sont considérées comme ne relevant pas de leur mandat ou comme une question trop sensible. Par conséquent, le DDR et la réduction des armes se trouvent souvent exclues des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les autres mécanismes de reconstruction post-conflit.

### Le financement

Les interprétations contradictoires de l'efficacité ainsi que les objectifs et les perceptions divergents du groupe cible expliquent en partie la raison pour laquelle les activités de DDR et de réduction des armes sont régulièrement sous-financées. La question est compliquée par une mauvaise appréciation des différentes dimensions des programmes de DDR et de réduction des armes par les bailleurs de fonds. Les désaccords institutionnels entre les acteurs de développement sur les rôles et les responsabilités spécifiques sont un autre facteur d'influence. Le financement des activités de réinsertion est souvent insuffisant dès le départ. En revanche, les ressources sont affectées à des interventions plus «visibles», à l'instar de la collecte des armes à feu, comme ce fut le cas des anciens combattants de l'UNITA (*União Nacional para a Independência Total de Angola*) (Hitchcock, 2004)<sup>51</sup>. Par ailleurs, le financement du désarmement est parfois inapproprié en raison des contraintes du mandat et de la réticence des organisateurs à aborder des questions de sécurité «épineuses». Dans d'autres cas encore, le financement est simplement mal ciblé. Etablir une doctrine pour les activités de DDR et de réduction des armes et clarifier leurs objectifs pourraient contribuer d'une certaine manière à résoudre bon nombre de ces problèmes.

### Les incitants

A cause des différents désaccords rémanents, les initiatives de DDR et de réduction des armes sont souvent difficiles à organiser. La question de savoir s'il faut prévoir des mesures incitatives aussi larges ou aussi étroites que possible est un point de friction fréquent. Lorsque le DDR est conçu comme un moyen d'éliminer les importuns et que le combattant est donc considéré comme un obstacle à la stabilité, le programme est structuré de telle manière à réduire la capacité des ex-combattants de contribuer à une nouvelle déstabilisation. Les interventions de DDR visent donc exclusivement les groupes à haut risque et l'aide est apportée non pas à titre de «récompense» mais à titre d'«incitation» claire à rendre les armes. En revanche, si le programme est perçu comme une opportunité pour le développement à long terme, les combattants et leurs familles sont potentiellement catalogués *prima facie* comme des ressources de capital humain. Les activités de DDR prévoient alors des mesures incitatives visant à encourager une participation la plus large possible au développement économique.

### L'avenir du DDR et du contrôle des armes légères

Au cours des dernières années, les initiatives de DDR et de réduction des armes, qu'elles aient été mises en œuvre bilatéralement ou par des organisations régionales ou multilatérales, ont été testées et peaufinées à la fois par les secteurs du développement et de la sécurité (Etats-Unis, GAO, 2000; PNUD, 2004a; 2005). On

s'accorde à dire que le DDR et la réduction des armes représentent un élément nouveau et doivent être considérées comme des actions intervenant à l'intersection de la sécurité et du développement. Par ailleurs, il semble exister un consensus sur le fait que le DDR et la réduction des armes ne peuvent être appliquées indépendamment des réformes structurelles plus larges dans les secteurs de la gouvernance et de la sécurité. De nombreux pays développés, dont l'Allemagne et la Suède, ont lancé des programmes complets destinés à analyser la manière de renforcer les approches du DDR et de la réduction des armes<sup>52</sup>. Dans certains cas, les pays en voie de développement font l'expérience du DDR et de la réduction des armes sans soutien international ni aide de la part de bailleurs de fonds.

Il semble exister un consensus sur le fait que le DDR et la réduction des armes ne peuvent avoir lieu indépendamment de réformes structurelles plus larges.

Le Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations unies a réalisé une analyse conséquente des opérations de maintien de la paix dans les contextes de transition et post-conflit (Nations unies, Assemblée générale, 2000). Son résultat final, connu sous le nom de *Rapport Brahimi*, met en garde contre le déploiement de troupes aux mandats ambigus et identifie les risques spécifiques liés au désarmement dans de tels environnements. Surtout, il insiste sur l'importance d'établir des voies hiérarchiques claires, de s'assurer de la disponibilité de fonds adéquats pour le DDR dans les budgets consacrés aux opérations pour le maintien de la paix, d'établir une doctrine commune, d'obtenir le financement du volet de la réinsertion dans le budget de fonctionnement de l'ONU et d'apprécier les risques liés aux objectifs contradictoires (voir encadré 10.6). Outre les mécanismes de l'ONU, des petites coalitions d'Etats et d'organisations régionales, comme la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'UE, et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ont commencé à assurer la cohérence de leurs approches du DDR et de la réduction des armes (Small Arms Survey, 2003)<sup>53</sup>.

Le *Rapport Brahimi* a permis de déclencher une évolution institutionnelle et organisationnelle manifeste en matière de DDR et de réduction des armes. Les donateurs bilatéraux dans le domaine du développement, la Banque mondiale, le PNUD et divers autres organismes de l'ONU et ONG soutiennent de plus en plus, et même remplacent, le secteur traditionnel de la sécurité comme les principaux défenseurs du DDR et de la réduction des armes. Ces mêmes acteurs financent également de plus en plus une combinaison de programmes de police communautaire, d'initiatives transfrontalières pour rapatrier les ex-combattants étrangers et la RSS d'une manière plus générale. Le PNUD, par exemple, a mis au point un projet mondial de collecte, de gestion et de destruction des armes (WCMD) et apporte une aide technique dans le cadre du désarmement<sup>54</sup>. Pour sa part, la Banque mondiale a institué une Unité post-conflit, qui veille entre autres à développer les programmes de démobilisation et de réinsertion, d'évacuation des mines, de réhabilitation communautaire et à répondre aux besoins spécifiques des enfants (Banque mondiale, 2003b). Assurer la coordination entre l'ONU et la Banque mondiale en matière de DDR et de réduction des armes reste un défi majeur et une énorme opportunité.

Ces dernières années, le DDR et la réduction des armes se sont progressivement enracinés dans la nouvelle orthodoxie de reconstruction post-conflit. Le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, institué par le Secrétaire général de l'ONU, décrit le désarmement et la démobilisation comme la «clé de la réussite de toute opération de maintien de la paix» dans les contextes post-conflit (Nations unies, Assemblée générale, 2004)<sup>55</sup>. Il insiste en particulier sur la garantie d'un financement continu des aspects de «réinsertion» du DDR dans les budgets de fonctionnement de l'ONU. En outre, bien que les problèmes essentiels des armes légères n'occupent pas une place prépondérante dans les recommandations finales du Groupe<sup>56</sup>, le DDR et la réduction des armes continuent de recueillir un large appui et ont été identifiées comme l'une des principales priorités pour l'Afrique dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA). Il convient de souligner que le Projet du millénaire a également attiré l'attention sur l'importance de collecter et de détruire les armes: «[u]n engagement international nettement plus important est nécessaire pour collecter et détruire les armes à la suite d'un conflit. Trop souvent, les armes collectées sont remises en circulation ultérieurement» (Millennium Project, 2004, p. 189).

Les Nations unies revoient également leur approche du DDR. Sous la direction d'un Groupe de travail interorganisations sur le DDR, elles développent un ensemble ambitieux de directives politiques sur le DDR dans les environnements «post-conflit» afin d'améliorer l'efficacité et la pérennité des efforts de l'organisation<sup>57</sup>. Ces directives doivent être basées sur les leçons apprises et les bonnes pratiques identifiées lors des opérations de DDR passées et actuelles en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine en s'attachant

**Encadré 10.7 Réduire les armes en Haïti: un profond sentiment d'échec**

La violence armée a atteint de nouveaux sommets dans les rues de Port-au-Prince en 2004. Entre septembre 2003 et décembre 2004, au moins 700 personnes ont été mortellement blessées sous le feu des armes légères. Au moins 50% de ces morts et plusieurs centaines de blessures par balle sont survenues après le départ du président Jean-Bertrand Aristide en février 2004. La MINUSTAT fut mandatée pour ramener la paix et la sécurité dans le pays en avril 2004 (Conseil de sécurité des Nations unies, 2004). A la fin de l'année, quelque 6.700 soldats de la paix et plus de 1.600 policiers civils avaient été dépêchés. Le désarmement, la démobilisation et la réinsertion de plusieurs groupes armés, des ex-combattants de l'armée aux organisations politiques populaires, formaient un volet central de la stratégie de l'ONU et du gouvernement intérimaire d'Haïti dans la course aux élections présidentielles et législatives du 13 novembre 2005.

Il est important de rappeler qu'Haïti a connu plusieurs initiatives de DDR et de réduction des armes au cours du siècle passé. Un premier désarmement avait déjà été entrepris en 1915, après l'arrivée d'une force d'occupation américaine. Des acteurs internationaux et nationaux ont lancé d'autres initiatives à petite échelle au début des années 1980 – généralement des mesures coercitives, bien que certaines aient impliqué des programmes de rachat et des stratégies volontaires (voir tableau 10.1). Un peu plus de 19.500 armes ont été collectées depuis le milieu des années 1990, dont 2.435 (moins de 12,5%) ont été détruites (Muggah, 2005c).

Les programmes concrets de DDR et de réduction des armes ont été des échecs retentissants. L'un des plus importants fut mis en place par l'Opération «*Uphold Democracy*» dirigée par les Etats-Unis en 1994. Une initiative de rachat à grande échelle fut entreprise entre septembre 1994 et mars 1995 soi-disant pour réduire les risques présents pour les marines américains, promouvoir la stabilité et réduire le nombre d'armes en circulation<sup>99</sup>. La division d'infanterie légère *US 10th Mountain Division* a collecté plus de 10.000 articles, dont 3.384 auraient été des armes légères et de petit calibre. Peu d'armes ont été détruites et on pense qu'un grand nombre d'entre elles sont retombées aux mains des groupes armés qui sévissent dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Certaines ont même été recyclées dans le cadre des programmes de formation de la police gérés par le département d'Etat des Etats-Unis. Les généraux de l'armée américaine ont qualifié le programme de désarmement de «lamentable échec» en ce qui concerne la réduction du nombre d'armes en circulation ou l'établissement d'un environnement sûr et stable (Etats-Unis, GAO, 2000). Les efforts consentis par l'Organisation des Etats américains et l'ONU à la fin des années 1990 pour institutionnaliser les réglementations et le désarmement par le biais d'actions parlementaires, de campagnes de sensibilisation du public et les tentatives d'établir des points de convergence nationaux se sont avérés tout aussi infructueux.

**Tableau 10.1 Activité de réduction des armes signalées, 1995-2004**

Opération	Date	Type	Territoire	Armes collectées	Armes détruites
Armée américaine	1994-95	Coercitif	National	15.236*	2.088
Armée américaine	1995-95	Rachat	National	3.684**	n/d
Opérations de nettoyage par la police nat. haïtienne (PNH)	1995	Coercitif	National	n/d	n/d
Opérations de la PNH	2002	Coercitif	Port-au-Prince	51	n/d
Opération Ouragan de la PNH	2002	Coercitif	National	5	n/d
Opérations de la PNH	2002	Coercitif	Port-au-Prince	37	n/d
PNH et Organisation des Etats américains	2003	Coercitif	National	233	233
PNUD	2003	Volontaire	Port-au-Prince	55	55
Force multinationale intérimaire (FMI)	2004	Coercitif	National	135	39
MINUSTAH	2004	Coercitif	National	65	20
<b>Total</b>				<b>19.501</b>	<b>2.435</b>

Remarques: \* Ce chiffre comprend 7.450 fusils, 2.961 fusils d'assaut, 2.413 armes de poing, 1.446 mitraillettes, 604 fusils de chasse, 5 missiles antichars M5, 1 pistolet-mitrailleur M3A1 et diverses autres armes d'origine indéterminée. Un assortiment de V150, antichars, mortiers, obusiers, AAA, RR, B399 et de munitions automatiques ont également été saisis. \*\*\* Quelque 10.196 «articles» ont été collectés; 3.684 ont été répertoriés comme armes légères et de petit calibre (US Army War College, 1996).

Source: Muggah (2005c)

en particulier à garantir la spécificité du contexte. De plus, elles ont l'intention de développer un cadre de planification et d'opérations intégrées au sein de l'ONU afin d'assurer que les différentes compétences et capacités des organisations, des fonds et des programmes individuels puissent être exploitées en vue d'at-

teindre le but commun (MDDRWG, 2005). Certaines démarches ont déjà été entreprises pour développer des opérations intégrées de DDR dans les pays post-conflit que sont le Burundi, le Soudan et Haïti (voir encadré 10.7). Bien que le DOMP et le PNUD dirigent traditionnellement les initiatives de DDR et de réduction des armes, des organisations aussi diverses que l'OIM, l'Organisation internationale du travail, et le HCR s'y impliquent également de plus en plus<sup>58</sup>.

## CONCLUSION

La sécurité humaine se détériore régulièrement dans la période délicate qui suit la déclaration officielle de la fin de la guerre. Par conséquent, lesdites réalités post-conflit ressemblent rarement à ce que laisse entendre leur définition. En effet, les pourcentages de morts et de blessés restent relativement élevés même après la «fin» d'un conflit armé. Les effets de contagion de la violence armée dans la période d'après-conflit peuvent influencer sur la région environnante.

Il est encourageant de constater que les bailleurs de fonds et les organismes multilatéraux préconisent aujourd'hui le DDR et la réduction des armes comme des pierres angulaires de la transition du conflit armé vers la paix. La Banque mondiale a financé au moins 16 projets de démobilisation et de réinsertion depuis le début des années 1990. Le PNUD a supervisé au moins 45 initiatives de réduction des armes et d'interventions de DDR dans plus de 30 pays. Le secteur du développement a assuré un rôle essentiel dans la réduction de la violence parmi les combattants et les civils.

Toutefois, il existe autant de situations post-conflit qu'il y a de types de conflit armé. Par ailleurs, si la transition de la guerre à la paix est influencée par la dynamique d'un conflit armé initial, l'aide, le développement et les stratégies axées sur la sécurité mis en œuvre dans son sillage en affectent également la forme. Les leçons tirées des interventions de DDR et de réduction des armes antérieures illustrent l'importance d'articuler des objectifs clairs, de spécifier des références explicites, et de tenir compte des barrières culturelles, institutionnelles et de communication. À défaut d'être mûrement réfléchis à l'avance, les efforts de DDR et de réduction des armes peuvent n'exercer qu'un impact limité.

Malgré leur popularité parmi les bailleurs de fonds, les décideurs et les diverses organisations multilatérales, les programmes de DDR et de réduction des armes visent souvent les populations erronées. Les programmes volontaires qui reposent essentiellement sur l'intérêt personnel rationnel et ne prennent pas en considération le contexte local (comme les programmes de rachat sans garanties de sécurité adéquates) tendent à ne recueillir qu'un succès limité et peuvent faire plus de mal que de bien. En revanche, les interventions qui reposent sur la conformité normative, en s'appuyant sur les institutions coutumières existantes, développent un processus qui génère la propriété et une réduction des armes plus durable. Il est indispensable que ces approches apprécient mieux les valeurs et les normes des sociétés particulières, afin de pouvoir élaborer des effets stimulants et dissuasifs appropriés en matière de désarmement.

Pour que les initiatives de DDR et de réduction des armes parviennent à générer la sécurité, elles doivent être initiées le plus tôt possible dans la période post-conflit. Les interventions intégrées et flexibles qui réunissent les compétences combinées des acteurs multidisciplinaires sont de plus en plus privilégiées. Il est également évident que les initiatives de DDR «fructueuses» se traduisent généralement par une intervention discrète avec des calendriers clairs, plutôt que par un substitut de réforme politique ou développementale à grande échelle. Les interventions «conjointes» de DDR et de réduction d'armes, *accompagnées* d'une RSS, sont de plus en plus considérées comme fondamentales pour la transformation positive du secteur de la sécurité. Enfin, le DDR et la réduction des armes doivent être institutionnalisées dans un cadre normatif qui inclut la RSS.

On attend aujourd'hui des résultats concrets et durables du DDR et de la réduction des armes. Ces résultats existent, qu'il s'agisse d'interventions visant à réduire le nombre d'armes à feu dans un contexte post-conflit donné, à améliorer la sécurité, à contribuer au développement économique et communautaire ou à diminuer les perspectives d'un nouveau conflit. Leur efficacité dans chacun de ces domaines reste toutefois

inconnue. Il subsiste également toujours le risque que les programmes de DDR et de réduction des armes continuent d'être considérés exclusivement comme un «droit» pour les anciens soldats au lieu d'un mécanisme visant à améliorer la sécurité et les niveaux de développement dans les communautés traumatisées. A moins de définir plus clairement leurs objectifs et de démontrer de manière irréfutable leur capacité à améliorer la sécurité, il se peut que le DDR et la réduction des armes ne soient rien de plus qu'un feu de paille supplémentaire.

## ANNEXE 10.1

### Echantillon d'initiatives de DDR et de réduction des armes dans les pays post-conflit, 2000-2004

Nom du projet	Pays concernés	Organisation initiale	Durée du projet	DDR	Réduction des armes
<b>Programmes régionaux</b>					
Opération Rachel	Mozambique, Afrique du Sud	Secteur policier et bailleurs de fonds	1995-2003		Phase 1 et 2: activités de réduction des armes et destruction des caches d'armes
Programme de réinsertion organisé par divers bailleurs de fonds	Angola, Burundi, République centrafricaine (RC), République démocratique du Congo (RDC), Namibie, République du Congo, Rwanda, Ouganda, Zimbabwe	Banque mondiale	2002-06	Combinaison de programmes de DDR, dont des projets spéciaux visant les «groupes vulnérables»	
Contrôle des armes légères en Amérique centrale	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	Bureau du PNUD au Salvador	Juin 2003-mai 2004		Projets pilotes, développement des capacités du PNUD
Contrôle des armes légères dans l'Union du fleuve Mano	Guinée, Liberia, Sierra Leone	Bureau du PNUD au Liberia	Septembre 2004 - août 2005		Projets pilotes, plans d'action, dialogue
South Eastern Europe Clearinghouse for the Control of Small Arms and Light Weapons (SEESAC) - Centre pour le contrôle des armes légères en Europe du Sud-Est	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Serbie et Monténégro	Bureau du PNUD à Belgrade	Mars 2002-février 2005		Aide dans le cadre de la réalisation du plan de mise en œuvre régional du Pacte de stabilité
Collecte d'armes légères, rapatriement et réinsertion d'ex-combattants de RDC	RDC, République du Congo (RC)	OIM	2002	Combinaison de projets de DDR, dont des interventions visant les «enfants»	
<b>Programmes nationaux</b>					
<b>Afrique sub-saharienne et la Corne de l'Afrique</b>					
Collecte d'armes en Angola	Angola	PNUD	2001-02		Activités de collecte d'armes volontaires dans le pays
DDR en Angola	Angola	PNUD	2002-03	Activités de DDR destinées aux troupes de l'UNITA	
Réduction de l'insécurité en RC et projets de réinsertion et d'aide communautaire	RC	Bureau d'appui à la consolidation de la paix de l'ONU (BONUCA) en RC et PNUD	Mars 2004-février 2007	Programme de DDR basé sur les communautés - privilégiant la réinsertion sociale des ex-combattants	
Aide à la réinsertion socio-économique aux Comores	Comores	PNUD et le gouvernement des Comores	2001-02, 2003-05	Créer un cadre pour la réinsertion économique des ex-combattants	

## Echantillon d'initiatives de DDR et de réduction des armes dans les pays post-conflit, 2000-04 (suite)

Nom du projet	Pays concernés	Organisation initiale	Durée du projet	DDR	Réduction des armes
Reconstruction communautaire en vue du DDR en RDC	RDC	PNUD/BCPR	Novembre 2003-	Reconstruction des communautés pour leur permettre d'absorber les déplacés internes et les ex-combattants revenus	
DDRRP au Liberia	Liberia	Bureau du PNUD au Liberia	2004-06	Activités de DDR destinées aux forces du gouvernement et aux rebelles des Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD) et du Mouvement pour la démocratie au Liberia (MODEL), y compris la réduction des armes, la démobilisation et une aide relative aux moyens de subsistance	
Collecte d'armes légères illicites et aide au développement au Niger	Niger	Bureau du PNUD au Niger	Juillet 2001-août 2004		Projet pilote visant à collecter les armes via la Commission nationale pour le contrôle et la collecte des armes illicites
Réinsertion et collecte d'armes en République du Congo	République du Congo	OIM et bureau du PNUD en République du Congo	Mai 2000-novembre 2002	Activités de DDR, dont une aide relative aux moyens de subsistance et la collecte d'armes	
Programme de DDR de la MINUSIL (Mission d'aide des Nations unies en Sierra Leone)	Sierra Leone	MINUSIL	2001-02	Démobilisation et réinsertion des combattants du Conseil révolutionnaire des forces armées (CRFA) et du Front révolutionnaire uni (RUF), des anciens membres de l'armée sierra-léonaise et des Forces de défense civile (CDF)	
Collecte des armes au niveau communautaire et programme «armes contre développement»	Sierra Leone	Bureau du PNUD en Sierra Leone	2002-05		Mise en place de registres d'armes, dispositions pour l'octroi de licences et projets pilotes de collecte d'armes
Projet de contrôle et de réduction des armes	Somalie	Bureau du PNUD en Somalie	Janvier 2003-mars 2004		Aide destinée au conseil consultatif national, gestion des stocks et contrôle des armes au niveau des communautés
Projet de désarmement, de démobilisation et de réinsertion au Puntland	Somalie	Bureau du PNUD en Somalie et GTZ	Janvier 2003-juin 2004	Enregistrer les miliciens, mettre en place des armureries pour le stockage, former les nouvelles recrues de la police, programmes de réinsertion	
<b>Asie, Moyen-Orient et Pacifique Sud</b>					
Projet Nouveau départ en Afghanistan	Afghanistan	ONU	2003-04	Activités de DDR axées sur les ex-combattants et les groupes de miliciens	
DDR du Mouvement pour l'Aceh libre (GAM)	Indonésie (Aceh)	Gouvernement indonésien	2004	Activités de DDR axées sur les combattants du (GAM)	
Saisies et réduction d'armes en Irak	Irak	Coalition d'Etats	2004		Activités de réduction d'armes dans le pays, orientées sur la collecte et, dans certains cas, la destruction

## Echantillon d'initiatives de DDR et de réduction des armes dans les pays post-conflit, 2000-2004 (suite)

Nom du projet	Pays concernés	Organisation initiale	Durée du projet	DDR	Réduction des armes
Réduction de la violence et consolidation de la paix en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG)	PNG (Bougainville)	PNUD, Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et le Bureau politique des Nations unies à Bougainville (UNPOB)	Mai 2004-décembre 2005		Projets pilotes de réduction des armes et développement des capacités dans le gouvernement de PNG
Démobilisation et réinsertion des ex-combattants et des groupes vulnérables	Iles Salomon	Bureau du PNUD aux Fidji	2000-03	Activités de DDR axées sur les agents spéciaux et les ex-miliciens	
Aide dans le cadre de la campagne Village sans armes	Iles Salomon	Bureau du PNUD aux Fidji et Conseil national pour la paix	Janvier 2003-décembre 2004		Projet de réduction des armes et de réconciliation des communautés
<b>Balkans et Caucase</b>					
Projet de contrôle des armes en Albanie	Albanie	Bureau du PNUD en Albanie	Février 2002-février 2004		Sensibilisation du public, développement des capacités, réduction des armes et investissement dans le développement
Opération Moisson et divers projets liés aux armes légères	Bosnie-Herzégovine	Bureau du PNUD en Bosnie-Herzégovine	1999-2005		Evaluation de base, développement des capacités, initiatives pilotes de réduction des armes, axées à la fois sur les ex-combattants et les civils albanais ethniques
Collecte d'armes en Croatie	Croatie	Gouvernement	2001		Initiatives de réduction volontaire des armes ciblées sur les civils
Réduction des armes en Géorgie	Géorgie	OSCE	2002		Activités de réduction volontaire des armes dans les communautés
Projet relatif aux armes légères illicites	Kosovo	Bureau du PNUD au Kosovo	Août 2002-décembre 2003		Surveillance policière des communautés, renforcement du cadre réglementaire, armes contre développement
Opération Moisson essentielle	Ex-république yougoslave de Macédoine	Bureau du PNUD en Macédoine	2003-05		Développement des capacités du gouvernement de l'ex-république yougoslave de Macédoine, stratégies visant à améliorer la sécurité des communautés, sensibilisation du public, surveillance policière des communautés
SEESAC	Serbie et Monténégro	Bureau du PNUD à Belgrade	2002-03		Réduction des armes et contrôle douanier - axé sur le désarmement des civils
Contrôle des armes légères en Serbie et au Monténégro	Serbie et Monténégro	Bureau du PNUD à Belgrade	Mai 2004-juin 2005		Développement des capacités des gouvernements de Serbie et du Monténégro, destruction des armes excédentaires
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>					
Renforcement des mécanismes de contrôle sur les armes légères	El Salvador	Bureau du PNUD au Salvador	Février 2001-décembre 2003		Renforcement des contrôles réglementaires, sensibilisation du public et réduction de la demande
Aide dans le cadre du désarmement national et réduction des armes dans les communautés	Haïti	Bureau du PNUD en Haïti	Mai 2003-décembre 2004		Renforcement des contrôles réglementaires et projets pilotes de désarmement des communautés

## Echantillon d'initiatives de DDR et de réduction des armes dans les pays post-conflit, 2000-04 (suite)

Nom du projet	Pays concernés	Organisation initiale	Durée du projet	DDR	Réduction des armes
DDR basée sur les communautés	Haïti	Bureau du DOMP et du PNUD en Haïti	2004-06	DDR basée sur les communautés et renforcement de la réglementation	
Renforcement du contrôle sur les armes légères	Honduras	Bureau du PNUD au Honduras	Avril 2003-décembre 2004		Développement des capacités en vue de concevoir une stratégie nationale pour le désarmement, sensibilisation du public, formation et aide médico-légale

Sources: Banque mondiale (2002; 2003a; 2003b); PNUD (2004a; 2004b); Small Arms Survey (2003); MDRP (2005)

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

CCM	Centres de contrôle des maladies
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DAD	Département des affaires de désarmement des Nations unies
DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion
DOMP	Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies
HCR	Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HUP	Hôpital universitaire de Pristina, Kosovo
IDP	Personne déplacée au sein des frontières de son pays
KFOR	Force du Kosovo
MINUSTAH	Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti
MONUC	Mission d'observation des Nations unies en République démocratique du Congo
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIM	Organisation internationale pour la migration
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PIB	Produit intérieur brut
PNH	Police nationale haïtienne
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RAMSI	Mission d'assistance régionale aux Iles Salomon
RC	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
RUF	Front révolutionnaire uni (Sierra Leone)
SEESAC	Centre pour le contrôle des armes légères en Europe du Sud-Est
UE	Union européenne
UNAVEM	Mission de vérification des Nations unies en Angola
UNIFEM	Fonds de développement des Nations unies pour la femme
UNITA	União Nacional para a Independência Total de Angola
USAID	Agence américaine d'aide au développement international
WCMD	Programme de collecte, de gestion et de destruction des armes
WED	Armes contre développement

## NOTES

- <sup>1</sup> La Banque mondiale, par exemple, affirme qu'un «processus de DDR structuré, qui démobilise progressivement les combattants et souligne leur capacité à se réinsérer dans la société, peut réduire le risque de les voir opter pour la criminalité violente ou rejoindre les groupes rebelles afin de survivre» (2003b, p. 159).
- <sup>2</sup> Voir Lacina et Gleditch (2004). Bien que souvent imprécises, les estimations de la mortalité sont régulièrement choisies car elles sont plus faciles à obtenir que d'autres indicateurs, en particulier ceux qui font l'objet de définitions contradictoires et d'interprétations culturelles (Keely *et al.*, 2000). Dans la période post-conflit, les recherches longitudinales se concentrent généralement sur la mortalité «excessive» ou impliquent une surveillance directe de la mortalité au fil du temps. Les méthodes comprennent des études de probabilité rétrospectives ainsi que des pré- et post-analyses des données censitaires (Heuveline, 2001).
- <sup>3</sup> Ghobarah *et al.* révèlent que les effets des conflits armés dans les pays contigus sont importants. Dans leur échantillon, près de 75% des États minés par la guerre civile étaient affectés par les guerres civiles des pays voisins. Sur les 83 pays exposés aux guerres civiles dans les pays limitrophes, plus de la moitié connaissaient une guerre civile à l'intérieur de leurs frontières (Ghobarah *et al.*, 2004).
- <sup>4</sup> Voir, par exemple, GTZ (2004) et le site Internet de l'Unité post-conflit de la Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/essd/essd.nsf/Post-Conflict/home>. (consulté en février 2005).
- <sup>5</sup> La dimension «reconstruction» a rapidement disparu après l'introduction du plan Marshall suivant la Seconde Guerre mondiale. La Banque mondiale s'est ensuite promptement orientée vers les «efforts de développement», en particulier dans les anciennes colonies des pays européens.
- <sup>6</sup> Daponte affirme qu'en réalité, «il y a eu relativement peu de morts (environ 56.000 militaires et 3.500 civils) causés par les effets directs de la guerre. La violence post-conflit a fait environ 35.000 morts. La majorité des décès dans cette reconstruction sont dus aux 111.000 victimes imputables aux effets négatifs de l'après-guerre sur la santé. Sur le nombre total de morts excessives parmi la population irakienne, environ 109.000 étaient des hommes, 23.000 des femmes et 74.000 des enfants» (Daponte, 1993). Voir le site Internet de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire: <http://www.ipnw.org/MGS/PSRQV3N2Daponte.html>. (consulté en février 2005).
- <sup>7</sup> Pour replacer les coûts de la santé publique dans leur contexte, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à environ 269.000 le nombre de morts et à 8,44 millions le nombre d'années de vie productive perdues, en termes de morts et d'infirmités dues aux effets directs et immédiats de l'ensemble des guerres internationales et civiles survenues en 1999 (OMS, 2001, p. 168). À titre de comparaison, Ghobarah *et al.* estiment à quelque 15 millions le nombre de vies «excessives» perdues en 1999, indirectement dues à la mort et à l'infirmité, en raison des maladies connexes dans les sociétés voisines affectées par la guerre et les conséquences persistantes de la guerre au cours des huit années précédentes (Ghobarah *et al.*, 2004).
- <sup>8</sup> La Banque mondiale, par exemple, instaure souvent une stratégie d'appui transitionnelle lors d'une intervention à court et à moyen terme dans un pays (jusqu'à 24 mois). Elle ne peut être gérée que si le «conflit actif» s'est suffisamment atténué pour permettre au personnel de la Banque mondiale de voyager, s'il existe un espoir raisonnable de maintenir la stabilité, s'il existe des contreparties effectives, et s'il y a des signes d'une forte coopération internationale et le potentiel d'un rôle bien défini. La Banque mondiale a également mis en place des indicateurs de progrès post-conflit pour déterminer si les ressources de l'Association internationale pour le développement peuvent être affectées aux pays qui en ont besoin. Ces 12 indicateurs sont réunis en trois groupes: sécurité et réconciliation; reconstruction économique; insertion sociale et développement social. Les pays considérés comme «post-conflit» selon ce système d'évaluation sont l'Afghanistan, l'Angola, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Timor oriental, l'Erythrée, la République du Congo et la Sierra Leone. Ces neuf pays ont eu droit à quelque 500 millions USD au cours de l'exercice fiscal de 2004, en plus de l'aide ordinaire basée sur des performances (Banque mondiale, 1998; 2003b; 2003e).
- <sup>9</sup> Ensemble avec la Banque mondiale et le PNUD, la GTZ semble considérer la période de «deux ans» qui suit la fin d'un conflit armé comme une période de «transition» ou «post-conflit» (GTZ, 2004).
- <sup>10</sup> Voir, par exemple, la Banque mondiale (1998; 2003b) et les pays post-conflit analysés dans le rapport Small Arms Survey (2004).
- <sup>11</sup> En tant que principal hôpital central pour les blessures traumatiques, l'HUP a enregistré quelque 98 incidents en 2002. En 2001, on estimait à 125 le nombre de blessures par arme à feu signalées, contre plus de 100 entre juin et décembre 1999, immédiatement après le conflit (Khakee et Florquin, 2003).
- <sup>12</sup> Les Serbes sont également traités et soignés au Camp Bondsteel, quartier général de la brigade américaine de la KFOR dans le sud-est (Khakee et Florquin, 2003).
- <sup>13</sup> Les centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CCM), le PAHO et l'OMS ont démontré ce point. Par ailleurs, ils ont soutenu la mise en place de programmes de surveillance des blessures post-conflit au Salvador, au Honduras, au Mozambique, au Nicaragua et au Sri Lanka.
- <sup>14</sup> Une étude de cas antérieure réalisée par le CICR entre janvier et mars 1995 (conflit) et entre septembre 1995 et mars 1996 (post-conflit) a révélé que l'incidence annuelle des blessures par arme n'avait baissé que de 33% entre les périodes de «conflit» et de «post-conflit». Néanmoins, le CICR a également découvert que les taux de mortalité liés aux blessures par arme avaient augmenté de 2,5% à 6,1% durant la période d'après-conflit (CICR, 1999). Malgré la baisse du nombre total de blessures par arme, le nombre mensuel de personnes mortes de blessures par arme a augmenté durant la période post-conflit.
- <sup>15</sup> Dans une étude portant sur 863 blessures par balle, le CICR a révélé que les pourcentages de blessures avaient baissé pendant la présence dans le pays de l'Autorité transitoire des Nations unies au Cambodge (ATNUC) (71 blessures par balle pour 100.000 habitants). Néanmoins, après le départ des forces, ils ont atteint des niveaux supérieurs à ceux enregistrés avant la conclusion de l'accord de paix (de 147 à 163 pour 100.000 habitants) (CICR, 1999, p. 33-38).
- <sup>16</sup> Par exemple, au Timor oriental, avant 1999, le personnel médical comptait 3.500 personnes, dont 2.632 Timorais. Après le conflit armé, seuls 31 médecins timorais qualifiés et moins de 23 étudiants en médecine étaient prêts à reprendre le travail. En 1975, le Cambodge comptait 487 médecins; en 1979, ce chiffre était tombé à 43. Malgré les hausses spectaculaires des effectifs du personnel médical signalées vers le milieu des années 1990, de nombreux employés n'étaient pas nécessairement qualifiés pour répondre aux besoins de la société cambodgienne (Smith, 2003). Voir également Guha-Sapir et van Panhuis (2002b).
- <sup>17</sup> Ces populations sont largement dispersées: quelque 3,3 millions de réfugiés sont en Asie centrale et au Moyen-Orient, 2,8 millions sont en Afrique, 2,4 millions en Europe, plus de 600.000 en Amérique, et plus de 800.000 en Asie et dans le Pacifique. Les déplacés internes sont répartis dans au moins 52 pays en Afrique (23,7 millions), en Asie et dans le Pacifique (3,6 millions), en Amérique (3,3 millions), en Europe (3 millions) et au Moyen-Orient (2 millions). Voir [www.unhcr.ch](http://www.unhcr.ch). (consulté en mars 2005).
- <sup>18</sup> Le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement a reconnu que «des violations particulièrement scandaleuses, par exemple, celles qui sont commises

- lorsque des groupes armés militarisent des camps de réfugiés, doivent provoquer une réaction vigoureuse de la part de la communauté internationale, y compris de la part du Conseil de sécurité agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies. Tout en voyant dans cette militarisation une menace pour la paix et la sécurité, le Conseil ne s'est toujours pas donné les moyens de s'attaquer au problème et n'en a pas manifesté la volonté» (Nations unies, Assemblée générale, 2004, p. 63).
- <sup>19</sup> Par exemple, dans une étude annexe de 2004 portant sur les soldats et marines américains revenant d'Irak (1.709) et d'Afghanistan (1.962), entre 66 et 97% ont affirmé avoir été la cible de tirs. Par ailleurs, non moins de 95% des personnes interrogées ont été exposés à des cadavres et à des restes humains et pas moins de 28% ont revendiqué la mort d'un non-combattant (Hoge *et al.*, 2004).
- <sup>20</sup> Par exemple, le CCM a observé ces dernières années qu'un nombre accru de cas de viols et de violences sexuelles avait été signalé dans les contextes de conflit et de post-conflit, la plupart des abus ayant été perpétrés sous la menace d'une arme. Voir <http://www.cdc.gov/nceh/ierh/Research&Survey/WarRelated.htm>. (consulté en mars 2005).
- <sup>21</sup> Pour une discussion sur les recherches participatives et la violence armée, voir, par exemple, Banerjee et Muggah (2002); Moser et Muggah (2003); et LeBrun et Muggah (2005, disponible).
- <sup>22</sup> Knight *et al.* ont révélé que l'affectation de 2,2% supplémentaires du PIB à l'armée pendant sept ans (la durée typique d'un conflit armé) engendrerait une perte définitive d'environ 2% du PIB (Knight *et al.*, 1996).
- <sup>23</sup> La Banque mondiale et le Fonds monétaire international, par exemple, ont mis en place l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, tandis que l'Unité post-conflit de la Banque mondiale a institué une subvention à petite échelle et des dispositions d'aide pour d'autres nations affectées par les conflits. Des dispositifs d'allègement de la dette visant à soutenir les premiers efforts de reconstruction ont également été instaurés dans des circonstances spécifiques (Banque mondiale, 2003e).
- <sup>24</sup> La Banque mondiale constate que la première décennie post-conflit montre souvent un large progrès macroéconomique: la croissance annuelle moyenne par habitant est environ 1,1% supérieure à la normale (Banque mondiale, 2003b, p. 153).
- <sup>25</sup> A propos de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Iles Salomon, voir Muggah (2004c) et Nelson et Muggah (2004). A propos de l'Afrique du Sud, voir Kirsten *et al.* (2004).
- <sup>26</sup> Voir, par exemple, l'ouvrage de Collier et Hoeffler (2002) qui montre comment l'histoire des conflits armés permet de prévoir le début des conflits. Voir également la Banque mondiale (2003b).
- <sup>27</sup> Comme le fait observer Tschirgi, «malgré plus de dix années de pratique, il n'existe aucune politique ni doctrine de consolidation de la paix post-conflit faisant l'unanimité». Les négociations de paix, le maintien de la paix et la consolidation de la paix sont considérés comme «des instruments dans la boîte à outils de l'ONU pour réagir aux conflits à la fin de la Guerre froide». Bien que la consolidation de la paix ait été prévue à l'origine pour renforcer la paix dans les pays «post-conflit», Tschirgi constate que le concept s'est étendu dans les années 1990 pour englober la prévention des conflits, la gestion des conflits et la reconstruction post-conflit (Tschirgi, 2004, p. i).
- <sup>28</sup> Voir, par exemple, GTZ (2004); Banque mondiale (1998; 2003b); Collier et Hoeffler (2002); Tschirgi (2004).
- <sup>29</sup> La Banque mondiale signale toutefois que lorsque les conflits armés s'achèvent par un accord négocié, la réinsertion des rebelles se déroule dans près de 50% des cas. Sans un traité, la réinsertion se fait plus rare et n'a lieu que dans près de 14% des cas (Banque mondiale, 1998).
- <sup>30</sup> La majorité de ces ouvrages continuent d'analyser le DDR par le biais de ses volets constitutifs plutôt que comme un concept global. Voir, par exemple, CERJ (2004); Kingma (2000; 2002); GTZ (1996; 2001; 2004); Jensen et Stepputat (2001); Berald (1996); et Ginifer *et al.* (2004).
- <sup>31</sup> Ball décrit le «secteur de la sécurité» au sens large, comprenant les «forces de sécurité (militaires, paramilitaires, policières), les organes du gouvernement et du parlement chargés de superviser ces forces, les forces de sécurité militaire informelles, le système judiciaire et correctionnel, les sociétés de sécurité privée et la société civile» (Ball, 2001, p. 47).
- <sup>32</sup> La Banque mondiale a évalué la relation entre le DDR et la RSS dans le contexte de la Région des Grands Lacs. Elle note que la relation entre les deux doit être rendue explicite, afin que les pays puissent participer au Programme multinational de démobilisation et de réinsertion (PMDR). Le document souligne l'importance de mener des études militaires, d'établir des points de repère clairs pour la taille «appropriée» des forces armées et de la police, d'absorber les ex-combattants dans l'armée et d'affecter les fonds nécessaires, tous ces facteurs étant essentiels pour planifier le DDR. Il affirme également que «l'occasion de mettre en place la RSS et le DDR dans de nombreux pays post-conflit peut être relativement mince. Les calendriers pour la RSS et le DDR peuvent être soumis à la pression de l'ensemble du processus de paix» (Banque mondiale, 2003a, p. 4).
- <sup>33</sup> Voir, par exemple, le rapport de Millennium Project (2004, chap. 12) qui évalue les stratégies pour les pays affectés par des conflits.
- <sup>34</sup> Ce facteur est à présent reconnu dans les *Directives relatives à la prévention des conflits*, publiées par le Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (CAD OCDE, 2001) et souligné dans le rapport du Groupe des personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement institué par le Secrétaire général de l'ONU (Nations unies, Assemblée générale, 2004).
- <sup>35</sup> Voir, par exemple, Cooper *et al.* (2003); Douma (2001); et Le Billon (2000).
- <sup>36</sup> Ces acronymes font référence au désarmement, à la démobilisation, à la réinsertion et à la réintégration (DDRR); au désarmement, à la démobilisation, à la réinsertion, à la réhabilitation et à la réintégration (DDRRR); et au programme de démobilisation et de réinsertion (PDR).
- <sup>37</sup> Après la démobilisation, les combattants perdent souvent le pouvoir de négocier avec le gouvernement. Lorsque la paix dans l'après-guerre repose sur un accord volontaire, le changement radical des capacités de négociation relatives des parties permet difficilement d'assurer à terme les modalités de l'accord. Le gouvernement, qui conserve ses capacités militaires, peut renoncer à sa promesse dès que les rebelles ont rendu les armes. Le gouvernement a le pouvoir et la motivation de renégocier l'accord ou d'y renoncer unilatéralement. Ce phénomène est particulièrement répandu dans les situations où le conflit armé n'avait aucune issue définitive mais où la violence s'est achevée par un cessez-le-feu, une trêve, ou un compromis négocié. L'un des moyens trouvés par les parties pour tenter de se protéger des violations de l'accord de paix a été d'intégrer des parties d'une force rebelle dans l'armée nationale. Voir, par exemple, la Banque mondiale (2003b; 2003c).
- <sup>38</sup> Le DOMP a observé que le désarmement, la démobilisation et la réinsertion formaient une évolution continue. La démobilisation n'est possible que s'il existe un certain type de désarmement» (DOMP, 1997).
- <sup>39</sup> La Banque mondiale identifie deux événements survenus vers le milieu des années 1990 qui ont déclenché une nouvelle approche des situations de conflit et post-conflit. Le premier est intervenu en 1994, lorsqu'il a été demandé à l'organisation de présider le Fonds Holst pour la Cisjordanie et la Bande de Gaza financé par de multiples donateurs. Le second est intervenu en 1995, lorsque la Commission européenne lui a demandé de planifier et de coordonner l'investissement international en Bosnie-Herzégovine après le conflit. Vers la fin des années 1990, elle est intervenue en Afghanistan, dans le Timor oriental, dans la Région des Grands Lacs en Afrique, au Kosovo, au Rwanda et en Sierra Leone (Banque mondiale, 1998, 2003b).
- <sup>40</sup> Le bureau chargé des questions liées à la suppression et à la réduction des armes créé récemment par le département d'Etat des Etats-Unis, par exemple, a l'intention de réduire «les mena-

- ces pour la santé publique et la stabilité sociale dans les pays affectés par les mines terrestres résiduelles, les armes légères et de petit calibre en vente libre, l'artillerie abandonnée, les systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) excédentaires et les stocks de munitions peu sécurisés. Il atteindra cet objectif en réduisant le trafic illicite et l'usage abusif des armes légères et en poursuivant l'élimination de ces armes dans la période post-conflit». Voir <http://www.state.gov/t/pm/wra> (consulté en mars 2005).
- <sup>41</sup> Par ailleurs, dans le cas du Salvador, il a été explicitement reconnu qu'il était moins important de détruire un surplus d'armes insignifiant que de se concentrer sur les aspects politiques, sociaux et juridiques de la détention et de la disponibilité des armes.
- <sup>42</sup> Pour de plus amples informations, voir Small Arms Survey (2002; 2003).
- <sup>43</sup> Voir Faltas et Paes (2004); Small Arms Survey (2003); Faltas *et al.* (2001); Meek (1998).
- <sup>44</sup> Au moins 50 à 60 personnes ont été mortellement blessées pour la seule année de 2003. Les blessures par balle non mortelles n'ont pas été recensées, mais des estimations épidémiologiques tendent à suggérer un rapport aussi élevé que trois blessures par balle non mortelles pour chaque blessure par balle fatale, soit entre 150 et 180 blessés. En ajoutant les 257 personnes blessées entre 1998 et 2002, on arrive à une estimation d'au moins 400 personnes. La criminalité armée, en particulier l'extorsion, les enlèvements et l'intimidation, a largement diminué après l'arrivée de la Mission d'assistance régionale aux Iles Salomon (Muggah, 2003).
- <sup>45</sup> Des informateurs clés au sein du ministère de la Défense australien s'attendaient à quelques victimes en raison de la prolifération de quatre canons de 50 mm (toujours manquants). La décision de ne pas déployer des véhicules personnels blindés reposait largement sur l'usage abusif éventuel de ces armes.
- <sup>46</sup> On assiste à une prise de conscience accrue de la nécessité de réaliser des études de fond réelles et de privilégier des approches basées sur des données probantes. Par exemple, la connaissance des modes de distribution, du type d'armes et des modèles de propriété peuvent informer les initiatives destinées à fournir une aide réaliste à la réinsertion (Kingma, 2002).
- <sup>47</sup> Dans les pays riches, le retour des ex-soldats à la vie civile constitue généralement un processus relativement bien géré et prévisible. En 2003, le BICC a annoncé que le nombre de soldats gouvernementaux en uniforme dans le monde avait baissé pour la 12<sup>e</sup> année consécutive. On estime actuellement à 21 millions le nombre de soldats, dont quelque 10,9 millions sont en Asie. L'Afrique est la seule région où le nombre de soldats a augmenté, de 17% entre 1997 et 2001 (BICC, 2003, p. 64). Les initiatives de DDR organisées dans les pays industrialisés sont souvent exceptionnellement bien financées et généralement entreprises dans un cadre de procédures de contrôle et d'équilibre appropriées.
- <sup>48</sup> La DDR est souvent critiquée pour sa «discrimination sexuelle». Le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) a observé à maintes reprises que les ex-combattantes étaient fréquemment exclues, malgré les rôles essentiels qu'elles avaient joués dans les processus de DDR post-conflit. A cause de la priorité accordée aux hommes, les besoins des ex-combattantes sont souvent traités de manière inappropriée durant la phase de démobilisation, engendrant fréquemment des situations insoutenables de maladie et de pauvreté (UNIFEM, 2004).
- <sup>49</sup> La question de savoir comment définir si une personne qui sollicite une aide dans le cadre des programmes de DDR ou de réduction des armes est un combattant suscite un large débat. En l'absence de registres et de listes crédibles, la Banque mondiale affirme que ces critères peuvent inclure: d'auto-identification, l'affiliation avérée à un groupe armé connu et/ou la preuve d'aptitudes militaires, comme la manipulation d'armes. En particulier pour des projets spécifiques impliquant des forces irrégulières, il convient de veiller tout spécialement à éviter de créer des motivations perverses (à savoir des individus ou des groupes qui s'arment afin de tirer profit d'un programme de démobilisation)» (Banque mondiale, 2003a). Toutefois, il est souvent extrêmement difficile de définir un statut dans la pratique.
- <sup>50</sup> Le PNUD a exprimé la crainte particulière que le DDR puisse être perçu comme un «droit» à l'égard d'éléments armés. Pour une discussion plus détaillée, voir le PNUD (2005).
- <sup>51</sup> Dans d'autres cas, la réinsertion est souvent privilégiée au détriment du désarmement. Au Rwanda, par exemple, le DDR s'est transformé *de facto* en une sorte d'opération d'aide au lieu d'un programme transitoire visant à promouvoir la sécurité (Banque mondiale, 2003b).
- <sup>52</sup> Voir, par exemple, les conclusions provisoires de l'Initiative de Stockholm en matière de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, <http://www.sweden.gov.se/sb/d/4890> (consulté en mars 2005).
- <sup>53</sup> A la demande du Parlement européen et de la Commission européenne, l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a lancé une étude intitulée «Action européenne sur les armes légères, les armes de petit calibre et les résidus de guerre explosifs», dont les conclusions ont été publiées en 2006.
- <sup>54</sup> Outre les ateliers et séminaires connexes sur le contrôle des armes et la prise de décisions basées sur des données probantes, le projet WCMD a défini des procédures d'utilisation standard et des outils de réduction des armes pour les activités impliquant les gouvernements, les bureaux nationaux, les ONG et autres acteurs internationaux.
- <sup>55</sup> Le Groupe affirme que «la démobilisation des combattants est la clé de la réussite de toute opération de paix. Tant qu'elle n'a pas eu lieu, on ne peut pas mettre fin à la guerre civile et l'on n'a guère de chances d'atteindre d'autres objectifs d'importance critique que sont par exemple la démocratisation, la justice et le développement. Néanmoins, on a pu observer maintes fois que la démobilisation n'était pas une priorité pour les bailleurs de fonds. Or toute opération de maintien de la paix doit disposer des moyens de démobiliser et de désarmer les combattants; c'est incontournable» (Nations unies, Assemblée générale, 2004, p. 61).
- <sup>56</sup> Voir Nations unies, Assemblée générale (2004, p. 36, para. 95-97).
- <sup>57</sup> Le groupe de travail interorganisations sur le DDR comprend l'UNICEF, le DAD, le DOMP, l'UNIFEM, le PNUD, le HCR et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).
- <sup>58</sup> En 2004, le DOMP a dirigé des activités de DDR en Afghanistan, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Haïti et au Soudan. Des initiatives de DDR lancées par le DOMP et le PNUD sont en cours en Haïti (2004), en RC (2003), au Liberia (2003), en RDC (2002), en Sierra Leone (2002), aux Iles Salomon (2002), en Somalie (2002), au Niger (2001), en République du Congo (2001) et ailleurs.
- <sup>59</sup> L'OIM et USAID ont également lancé une initiative de démobilisation entre 1994 et 1996 qui a permis la démobilisation de près de 5.500 anciens militaires (Muggah, 2005c).

## BIBLIOGRAPHIE

- Addison, Tony, éd. 2003. *From Conflict to Recovery in Africa*. New York: Oxford University Press.
- Nations unies, Assemblée générale 2004. *Note du Secrétaire général: A/59/565* du 2 décembre. Egalement désignée sous le nom de Rapport du groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement. Consulté en mars 2005. <<http://www.un.org/secureworld/report.pdf>>
- Anderson, Mary. 1999. *How Aid Can Support Peace—Or War*. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Archer, David et Richard Gartner. 1976. «Violent Acts and Violent Times: A Comparative Approach to Post-War Homicide Rates». *American Sociological Review*, 41, p. 937-63.
- Ball, Nicole. 2001. «Transforming Security Sectors: The IMF and World Bank Approaches». *Conflict, Security and Development*, 1(1), p. 45-60.
- . 2002. *Dilemmas of Security Sector Reform: Response to Security Sector Reform in Developing and Transitional Countries*. Berlin: Centre de recherche Berghof pour la gestion constructive des conflits. Consulté en décembre 2004. [http://www.berghof-handbook.net/articles/ssr\\_ball.pdf](http://www.berghof-handbook.net/articles/ssr_ball.pdf)
- Banerjee, Dipankar et Robert Muggah, éd. 2002. *Human Security in South Asia: Participatory Research on Small Arms*. Colombo: Centre régional des études stratégiques.
- Banque mondiale. 1998. *Post-Conflict Reconstruction: the Role of the World Bank*. Washington, DC: Banque mondiale. Consulté le 23 mars 2005. <[http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1998/04/01/000009265\\_3980624143531/Rendered/PDF/multi\\_page.pdf](http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1998/04/01/000009265_3980624143531/Rendered/PDF/multi_page.pdf)>
- . 2002. *Stratégie régionale de démobilisation et de réinsertion pour la région élargie des Grands Lacs*. Rapport n° 23869-AFR. Le 25 mars. Consulté le 23 mars 2005. [http://www.mdrp.org/gl\\_dr\\_regional\\_strategy.pdf](http://www.mdrp.org/gl_dr_regional_strategy.pdf)
- . 2003a. *Position Paper: Linkages between Disarmament, Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants and Security Sector Reform*. Document élaboré par le secrétariat du PMDR. Washington, DC: Banque mondiale et secrétariat du PMDR. Consulté le 23 mars 2005. <http://www.mdrp.org/ssr-paper.pdf>
- . 2003b. *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. Washington, DC: Banque mondiale. Consulté le 23 mars 2005. <[http://web.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2003/06/30/000094946\\_0306190405396/Rendered/PDF/multi0page.pdf](http://web.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2003/06/30/000094946_0306190405396/Rendered/PDF/multi0page.pdf)>
- . 2003d. «Development Cooperation and Conflict: Operational Policies 2.30». *World Bank Operational Manual*. Washington, DC: Banque mondiale.
- . 2003e. *World Bank Group Work in Low-Income Countries Under Stress: A Task Force Report*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Barbara, Joanna Santa. 1997. «The Psychological Effects of War on Children». Dans Barry S. Levy et Victor W. Sidel, éd. *War and Public Health*. Oxford et New York: Oxford University Press et l'Association américaine de santé publique.
- Bendana, Alejandro. 1999. *Demobilization and Reintegration in Central America: Peace-building Challenges and Responses*. Managua: Centro de Estudios Internacionales.
- Berdal, Mats. 1996. *Disarmament and Demobilization after Civil Wars*. Rapport Adelphi n° 303. Oxford: Oxford University Press.
- Berman, Eric. 1996. *Managing Arms in Peace Processes: Mozambique*. Genève: Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement.
- . 2005. «Field Research on Small Arms and Its Importance for Peace Operations: A Practitioner's View». Dans Martin Carment et David Rudner, éd. *Peacekeeping Intelligence: New Players, Extended Boundaries*. Londres: Routledge Taylor et Francis Group. Disponible.
- BICC (Bonn International Center for Conversion). 2003. *Conversion Survey 2003: Global Disarmament, Demilitarization and Demobilization*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft.
- Bilukha, Oleg, Muireann Brennane et Woodruff Bradley. 2003. «Death and Injury from Landmines and Unexploded Ordnance in Afghanistan». *The Journal of the American Medical Association (JAMA)*, 290 (5), p. 650-53.
- Bradley, Sean, Philippe Maughan et Massimo Fuasto. 2002. «Sierra Leone: Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR)». *World Bank Findings: African Region*, 81. Octobre.
- Brauer, Jurgen et Paul Dunne. 2004. *Arms Trade and Economic Development: Theory, Policy, and Cases in Arms Trade Offsets*. Londres: Routledge.
- Braveman, Paula *et al.* 1997. «Public Health and War in Central America». Dans Barry S. Levy et Victor W. Sidel, éd. *War and Public Health*. Oxford et New York: Oxford University Press et l'Association américaine de la santé publique.
- Butler, Declan. 1997. «Admission on Gulf War Vaccines Spurs Debate on Medical Records». *Nature*, 390, p. 3-4.
- Carballo, Manuel. 2001. «Reflections». Dans James Keely et Holly E. Reed, éd. *Forced Migration and Mortality*. Washington, DC: National Academy Press.
- Cardozo, Barbara *et al.* 2003. «Mental Health, Social Functioning and Feelings of Hatred and Revenge of Kosovar Albanians One Year After the War in Kosovo». *Journal of Traumatic Stress*, 16(4), p. 351-60.
- CDC (Centers for Disease Control). 1988. «Health Status of Vietnam Veterans: Psychological Characteristics». *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, 259 (18), p. 2701-07.
- CERI (Centre d'études et de recherches internationales). 2004. *The Politics and Anti-Politics of Contemporary Disarmament, Demobilization and Reintegration Programs*. Paris: CERI.
- Chachiua, Martinho. 1999. «Arms Management Programme: Operations Rachel 1996-1999». *ISS Monograph Series* n° 38, Juin. Consulté le 23 mars 2005. <http://www.iss.co.za/Pubs/Monographs/No38/TitleAndContents.html>
- CICR (Comité international de la Croix-Rouge). 1999. *Arms Availability and the Situation of Civilians in Armed Conflict*. Genève: CICR.
- CICS (Centre for International Cooperation and Security). 2004. «Assessing and Reviewing the Impact of Small Arms Projects on Arms Availability and Poverty». Projet de rapport de synthèse. Bradford: CICS, Université de Bradford. Juillet.
- Cole, Thomas. 2003. «Taking Aim at Gun Violence: Tracing Bullets and Guns to Sideline Scofflaw Dealers». *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, 290 (5), p. 583-85.
- Colletta, Nat, Markus Kostner et Ingo Wiederhofer. 1996. *Case Studies in War-to-Peace Transition: the Demobilization and*

- Reintegration of Ex-Combatants in Ethiopia, Namibia and Uganda. Washington, DC: Banque mondiale. Consulté le 23 mars 2005. <[http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1996/06/01/000009265\\_3961214183011/Rendered/PDF/multi\\_page.pdf](http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1996/06/01/000009265_3961214183011/Rendered/PDF/multi_page.pdf)>
- Collier, Paul. 1994. «Demobilization and Insecurity: A Study in the Economics of the Transition from War to Peace». *Journal of International Development*, 6, p. 343-51.
- Collier, Paul et Anke Hoefler. 2002. *Greed and Grievance in Civil Wars*. Document de travail. Oxford: Centre pour l'étude des économies africaines, Université d'Oxford.
- et Måns Söderbom. 2001. *On the Duration of War*. Oxford: Centre pour l'étude des économies africaines, Université d'Oxford.
- Cook, Phil. 2001. «The Cost and Benefits of Reducing Gun Violence». *Harvard Health Policy Review*, (2)2, p. 23-28.
- Cooper, Neil, Jonathan Goodhand et Michael Pugh. 2004. *War Economies in their Regional Context: The Challenges of Transformation*. Londres: Lynne Rienner.
- Cruz, José Miguel et María Antonieta Beltrán. 2000. *Las Armas en El Salvador: Diagnóstico Sobre su Situación y su Impacto*. San Salvador: Institut universitaire d'opinion publique (IUDOP), Université d'Amérique centrale.
- Conseil de sécurité des Nations unies (Conseil de Sécurité des Nations unies). 1999a. *Déclaration du président du Conseil de sécurité*. S/PRST/1999/21 du 8 juillet.
- . 1999b. *Déclaration du président du Conseil de sécurité*. S/PRST/1999/28 du 24 septembre.
- . 2000a. *Rapport du Secrétaire général: Le rôle des opérations de maintien de la paix des Nations unies dans le désarmement, la démobilisation et la réinsertion*. S/2000/101 du 11 février.
- . 2000b. *Rapport du Secrétaire général: Méthodes de destruction des armes légères, munitions et explosifs*. S/2000/1092 du 15 novembre.
- . 2004. *Résolution 1529*. S/RES/1542.
- Cuadra, Elvira. 2004. *El trinomio del fuego*. Managua: Centro de Estudios Internacionales.
- Daponte, Beth. 1993. «A Case Study in Estimating Casualties from War and Its Aftermath: The 1991 Persian Gulf War». *Medicine and Global Survival*, 3(2). Consulté en janvier 2005. <http://www.ipnw.org/MGS/PSRQV3N2Daponte.html>
- De Beers, David. 2002. *An Integrated Approach to Small Arms Management: The EU ASAC Programme on Curbing Small Arms and Light Weapons in Cambodia*. Présentation réalisée à l'intention de la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), Berlin, le 19 décembre.
- Demetriou, Spyros, Robert Muggah et Ian Biddle. 2001. *Small Arms Availability and Trade in the Republic of Congo*. Etude réalisée par Small Arms Survey pour l'Organisation internationale pour les migrations et le Programme des Nations unies pour le développement. Septembre. Consulté en avril 2005. [http://www.undp.org/bcpr/smallarms/docs/roc\\_small\\_arms\\_study.pdf](http://www.undp.org/bcpr/smallarms/docs/roc_small_arms_study.pdf)
- De Watteville, Nathalie. 2003. «Demobilization and Reintegration Programs: Addressing Gender Issues». *World Bank Findings*, 227. Juin.
- DFID (Département du développement international). 2003. *Tackling Poverty by Reducing Armed Violence: Recommendations from a Wilton Park Workshop*. Londres. 14-16 avril.
- Diamond, Larry. 2004. «What Went Wrong in Iraq». *Foreign Affairs*, 9(1). Consulté en mars 2005. <http://www.foreignaffairs.org/20040901faessay83505/larry-diamond/what-went-wrong-in-iraq.html>
- DOMP (Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies). 1997. *Multidisciplinary Peacekeeping: Lessons from Recent Experience*. Consulté en janvier 2005. <http://www.un.org/Depts/dpko/lessons/handbuk.htm>
- . 1999. *Disarmament, Demobilization and Reintegration of Ex-combatants in a Peacekeeping Environment: Principles and Guidelines*. New York: Unité des leçons apprises, DOMP.
- Douma, Pyt. 2001. *Political Economy of Internal Conflict: A Review of Contemporary Trends and Issues*. Unité de recherche sur les conflits. Document de travail n° 1. Clingendael: Institut néerlandais des relations internationales.
- Doyle, Martin et Nicholas Sambinis. 2004. *Making War and Building Peace: The United Nations after the Cold War*. New York: St. Martin's Press.
- Duffield, Mark. 2001. *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*. Londres: Zed Books.
- Durch, William *et al.* 2003. *The Brahimi Report and the Future of UN Peace Operations*. Washington, DC: Centre Henry L. Stimson.
- ECHA (Executive Committee on Humanitarian Assistance). 2000. «Harnessing Institutional Capacities in Support of the Disarmament, Demobilization and Reintegration of Former Combatants». Document préparé par le groupe de travail ECHA, New York. Le 19 juillet.
- Etats-Unis GAO (General Accounting Office des Etats-Unis). 2000. *Conventional Arms Transfers: U.S. Efforts to Control the Availability of Small Arms and Light Weapons*. Washington, DC: GAO.
- Faltas, Sami, Glenn McDonald et Camilla Waszink. 2001. *Removing Small Arms from Society: A Review of Weapons Reduction and Destruction Programmes*. Document thématique n° 2. Genève: Small Arms Survey.
- Faltas, Sami et Joseph Di Chiaro III, éd. 2001. *Managing the Remnants of War: Micro-disarmament as an Element of Peace-building*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft.
- Faltas, Sami et Wolf-Christian Paes. 2004. *Exchanging Guns for Tools*. Dossier n° 29. Bonn: BICC.
- FNU (Fondation des Nations unies). 2004. *Issues Before the UN's High-Level Panel: Small Arms and Light Weapons*. New York: FNU et Stanley Foundation. 29-30 mars.
- Garfield, Richard et Alfred Neugut. 1991. «Epidemiologic Analysis of Warfare: A Historical Review». *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, 226 (68), p. 688-91.
- Ghoborah, Hazem, Paul Huth et Bruce Russett. 2003. «Civil Wars Kill and Maim People—Long After the Shooting Stops». *American Political Science Review*, 97, p. 189-202.
- . 2004. «The Post-War Public Health Effects of Civil Conflict». *Social Science and Medicine*, 59, p. 869-84.
- Ginifer, Jeremy, Michael Bourne et Owen Greene. 2004. *Armed Violence in Small Arms and Light Weapons, Post-Conflict Reconstruction and Disarmament, Demobilisation and Reintegration Initiatives*. Document préparatoire pour le DFID. Bradford: CICS, Université de Bradford.
- Ginifer, Jeremy et Christiana Solomon. 2004. *A Review of DDR and Arms Reduction Activities*. Document thématique. Genève: Small Arms Survey.
- Godnick, Bill, Robert Muggah et Camilla Waszink. 2003. *Balas perdidas: el impacto del mal uso de armas pequeñas en Centroamérica*. Genève et Londres: Small Arms Survey et le Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL).
- . 2005. «Firearm Death and Injury Rates in Central America». Document d'information. Genève: Small Arms Survey.

- Gomes Porto, João et Imogen Parsons. 2003. *Sustaining the Peace in Angola: An Overview of Current Demobilization, Disarmament and Reintegration*. Bonn: BICC. Document 27. Consulté le 24 mars 2005. <http://www.bicc.de/publications/papers/paper27/paper27.pdf>
- Grillot, Suzette, Shelly Stoneman, Hans Risser et Wolf-Christian Paes. 2004. *A Fragile Peace: Guns and Security in Post-conflict Macedonia*. Rapport spécial n° 4. Genève: Small Arms Survey.
- GTZ (Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit). 1996. *Concepts and Experiences of Demobilisation and Reintegration of Ex-Combatants: Guidelines and Instruments for Future Programmes*. Division 4334, Aide d'urgence et assistance aux réfugiés. Eschborn: GTZ.
- . 2001. *Demobilisation and Reintegration of Ex-Combatants in Post-War and Transition Challenges of External Support*. Eschborn: GTZ.
- . 2003. *Activity Area: Demobilisation and Reintegration of Ex-combatants*. Consulté en novembre 2004. <http://www.wedoit.net/dea/demobilisationandreintegrationofex-combatants.asp>
- . 2004. *Practical Guide to Multilateral Needs Assessments in Post-Conflict Situation: A Joint UNDG, UNDP and World Bank Guide, prepared by GTZ with the support of BMZ*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Guha-Sapir, Debbie et Willem van Panhuis. 2002a. *Armed Conflict and Public Health: A Report on Knowledge and Knowledge Gaps*. Bruxelles: Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes naturelles.
- . 2002b. *Mortality Risks in Recent Civil Conflicts: a Comparative Analysis*. Bruxelles: Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes naturelles.
- Hampson, Fen et Mark Zacher. 2003. *Human Security and International Collaboration: Some Lessons from Public Goods Theory*. Document d'information destiné à la Commission sur la sécurité humaine. Ottawa. Consulté en novembre 2004. <http://www.ksg.harvard.edu>
- Hansch, Steve. 2001. «Five Illustrations of Uncertainty: Mortality in Afghanistan, Bosnia, North Korea, Rwanda and Sierra Leone». Dans James Keely et Holly E. Reed, éd. *Forced Migration and Mortality*. Washington, DC: National Academy Press.
- HCR (Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés). 2004. *Situations de réfugiés prolongées*. EC/54/SC/CRP.14.
- Heuveline, Paul. 2001. «The Demographic Analysis of Mortality Crises: the Case of Cambodia: 1970-79». Dans James Keely et Holly Reed, éd. *Forced Migration and Mortality*. Washington, DC: National Academy Press.
- Hitchcock, Nicky. 2004. *Disarmament, Demobilization and Reintegration: The Case of Angola. Peacekeeping Note*. Durban: Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD). N° 1. Consulté le 31 mars 2005. <http://www.trainingforpeace.org/pubs/accord/ct104pg36.pdf>
- Hoeffler, Anke et Marta Reynal-Querol. 2003. *Measuring the Costs of Conflict*. Mimeo. Oxford: Université d'Oxford.
- Hoge, Charles, et al. 2004. «Combat Duty in Iraq and Afghanistan, Mental Health Problems, and Barriers to Care». *New England Journal of Medicine*, (351) 1, p. 13-22.
- Humphreys, Macartan. 2002. *Economics and Violent Conflict*. Mimeo. Cambridge, MA: Université d'Harvard.
- et Jeremy Weinstein. 2004. *What the Fighters Say: A Survey of Ex-Combatants in Sierra Leone* juin-août 2003. Etude menée par les universités de Columbia et de Stanford en partenariat avec la Post-conflict Reintegration Initiative for Development and Empowerment (PRIDE). Consulté en février 2005. <http://www.columbia.edu/~mh2245/SL>
- IISS (Institut international des études stratégiques). 2004. *Armed Conflict Database*. Consulté en mars 2005. <http://www.iiss.org/showpage.php?pageID=25>
- IMMAP (Information Management and Mine Action Programs). 2004. *Rapid Humanitarian Assessments: How Rational? Navigating Post-Conflict Environments*. New York: IMMAP.
- Instituto de Derechos Humanos de la Universidad de Centroamérica. 1991. «La Salud en Tiempos de Guerra». *Estudios Centroamericanos*, 46, p. 653-71.
- IRC (International Rescue Committee). 2004. *Mortality in the Democratic Republic of Congo: Results from a Nationwide Survey*. New York: IRC.
- Jensen, Steffen et Finn Stepputat. 2001. *Demobilising Armed Civilians*. Document de politique générale du Centre for Development Research (CDR). Copenhague: CDR.
- Kaldor, Mary. 1999. *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*. Cambridge: Polity Press.
- Keely, Charles, Holly Reed et Ronald Waldman. 2001. «Understanding Mortality Patterns in Complex Humanitarian Emergencies». Dans Charles Keely et Holly Reed, éd. *Forced Migration and Mortality*. Washington, DC: National Academy Press.
- Khakee, Anna et Nicolas Florquin. 2003. *Kosovo and the Gun: A Baseline Assessment of Small Arms and Light Weapons in Kosovo*. Rapport spécial. Genève: Small Arms Survey.
- Kingma, Kees, éd. 2000. *Demobilization in Sub-Saharan Africa: the Development and Security Impacts*. Houndmills: Macmillan.
- . 2002. «Demobilization, Reintegration and Peace-building in Africa». *International Peacekeeping*, 9(2), p. 181-201.
- Kirsten, Adele et al. 2004. *Islands of Safety in a Sea of Guns: Gun-Free Zones in Fothane, Diepkloof & Khayelitsh*. Document d'information. Genève: Small Arms Survey.
- Knight, Michael, Loayza Norman et David Villanueva. 1996. «The Peace Dividend: Military Spending Cuts and Economic Growth». *IMF Staff Papers*, 43(1), p. 1-37.
- Lacina, Bethany et Neils Gleditch. 2004. *Measuring War: A Typology and a New Dataset of Battle Deaths*. Oslo: Centre d'étude de la guerre civile.
- Le Billon, Philippe. 2000. *The Political Economy of War: What Relief Agencies Need to Know*. Network Paper n° 33. Londres: Institut de développement d'outre-mer.
- LeBrun, Emile et Robert Muggah, eds. 2005. *Participatory Research on Armed Violence in the Pacific*. Document thématique. Genève: Small Arms Survey. Disponible.
- Levy, Barry et Victor Sidel, éd. 1997. *War and Public Health*. Oxford: Oxford University Press.
- Macrae, Joanna. 1999. *Aiding peace ... and war: UNHCR, returnee integration, and the relief-development debate*. Document de travail n° 14. Genève: Centre de documentation et de recherche, Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés.
- Mazurana, Dyan et Khristopher Calson. 2004. *From Combat to Community: Women and Girls of Sierra Leone*. Washington, DC: Women Waging Peace et Policy Commission.
- McIlwaine, Cathy et Caroline Moser. 2001. «Violence and Social Capital in Urban Poor Communities: Perspectives from Colombia and Guatemala». *Journal of International Development* (13), p. 965-84.

- MDDRWG (Multi-Agency Disarmament, Demobilisation and Reintegration Work Group). 2005. *Rationale and Guiding Principles for IDDR*. New York: MDDRWG, NU.
- Measure DHS. 2000. *Cambodia Demographic and Health Survey*. Phnom Penh: Institut national des statistiques, Ministère de la Planification et de la Santé.
- Meek, Sarah. 1998. «Buy or Barter: The History and Prospects of Voluntary Weapons Collection Programmes». *ISS monograph series* n° 22. Pretoria: Institut des études sur la sécurité (ISS).
- Millennium Project. 2004. *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals*. New York: Nations unies.
- Milner, James. 2004. *The Militarization and Demilitarization of Refugee Camps and Settlements in Guinea: 1999-2004*. Document d'information. Genève: Small Arms Survey.
- Moser, Caroline. 2004. *Urban Violence and Insecurity: An Introductory Roadmap*. Dossier Environnement et Urbanisation n° 10. Londres: Institut international pour l'environnement et le développement (IIED).
- et Andy Winton. 2002. *Violence in the Central American Region: Toward an Integrated Framework for Violence Reduction*. Document de travail n° 171. Londres: Institut de développement d'outre-mer (ODI).
- Moser-Puangsuwan, Yeshua et Robert Muggah, éd. 2003. *Whose Security Counts? Participatory Research on Armed Violence in Southeast Asia*. Bangkok: Free Press et Nonviolence International.
- Muggah, Robert. 2003. *Reconsidering Small Arms in the Solomon Islands*. PNUD. Document d'information. Honiara/Genève: Programme des Nations unies pour le développement. Août.
- , 2004a. «The Anatomy of Disarmament, Demobilisation and Reintegration in the Republic of Congo». *Conflict, Security and Development*, 4(1), p. 21-37.
- , 2004b. *The Prospects for Disarmament, Demobilisation and Reintegration of the Moro Islamic Liberation Front*. Manille. Etude commanditée par le PNUD et la Banque mondiale. Manille: PNUD.
- , 2004c. *Diagnosing Demand: Motivations and Means of Firearms Acquisition in Papua New Guinea and the Solomon Islands*. Document de travail 7 (1). Canberra: State Society and Governance in Melanesia (SSGM) project, Université nationale d'Australie (ANU).
- , 2005a. *A Crisis Turning Inwards: Refugee and IDP Militarisation in Uganda*. Humanitarian Exchange n° 29. Londres: Institut de développement d'outre-mer (ODI).
- , 2005b. «No Magic Bullet: A Critical Perspective on DDR and Weapons Reduction in Post-Conflict Contexts». *Commonwealth Journal of International Affairs*, 94 (379), p. 237-50. Disponible.
- , 2005c. *Securing Haiti's Transition: Prospects for Disarmament, Demobilization and Reintegration*. Document thématique n° 14. Genève: Small Arms Survey.
- et Peter Batchelor. 2002. *Development Held Hostage: The Socio-Economic Effects of Small Arms and Light Weapons on Human Development*. New York: PNUD.
- et Jurgen Brauer. 2004. «Diagnosing Demand: An Economic Framework to Assessing the Demand for Small Arms». Document de travail 50. Département d'économie. Durban: Université de Kwazulu-Natal.
- , éd. 2005. *Refugee Militarization in Africa*. Genève: Small Arms Survey et BICC. Disponible.
- et Martin Griffiths. 2002. *Reconsidering the Tools of War: the Humanitarian Impacts of Small Arms and Light Weapons*. ODI Network Paper n° 39. Londres: Institut de développement d'outre-mer (ODI).
- , Philippe Maughan et Christian Bugnion. 2003. *A Joint Independent Evaluation for the European Commission, UNDP and the MDRP Secretariat*. Du 13 février au 6 mars. Consulté le 23 mars 2005. [http://www.undp.org/bcpr/smallarms/docs/DDR\\_evalcongo\\_e.pdf](http://www.undp.org/bcpr/smallarms/docs/DDR_evalcongo_e.pdf)
- , 2003. «Guidelines and Procedures for Special Projects for Potential Implementing Partners». Le 15 avril. Consulté le 23 mars 2005. [http://www.mdrp.org/special\\_project\\_procedures.pdf](http://www.mdrp.org/special_project_procedures.pdf)
- Murray, Christopher et Alan Lopez, eds. 1996. *The Global Burden of Disease*. Cambridge, MA: Ecole de santé publique de l'université d'Harvard, OMS et la Banque mondiale.
- Nations unies (Secrétariat général). 1998. *Rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations unies au Mozambique (UNU-MOZ)*. S/24892. New York: Nations unies. Le 3 décembre.
- Nelson, Carol et Robert Muggah. 2004. *Disarming the Solomons: An Evaluation of Weapons-Free Villages*. Etude indépendante commanditée par Small Arms Survey. Genève: Small Arms Survey.
- Nichols, Ryan. 2004. *DDR in Liberia*. Document d'information (non publié). Genève: Small Arms Survey.
- OCDE, CAD (Organisation de coopération et de développement économiques, Comité d'aide au développement). 2001. *Guidelines on Helping Prevent Deadly Conflict*. Paris: OCDE, CAD. Consulté en janvier 2005. <http://www.oecd.org/dataoecd/15/54/1886146.pdf>
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 2001. *Rapport mondial sur la Violence et la Santé*. Genève: OMS.
- ONU (Organisation des Nations unies). 1998. *Afrique: causes des conflits, promotion d'une paix et d'un développement durables*. A/RES/53/92.
- Ozanne-Smith, Joan et al. 2004. «Firearm-Related Deaths: the Impact of Regulatory Reform». *Journal of Injury Prevention*, 19, p. 289-86.
- PAHO (Organisation panaméricaine de la santé). 1986. *Health Conditions in the Americas 1981-1984*. Vol. II. Publication scientifique 500/1986. Washington, DC: PAHO.
- Pearce, Jenny. 1999. «Peace-Building at the Periphery: Lessons from Central America». *Third World Quarterly*, 20(1), p. 51-68.
- Pedersen, Douglas. 2002. «Political Violence, Ethnic Conflict and Contemporary Wars: Broad Implications for Health and Well Being». *Social Science and Medicine*, 55, p. 175-90.
- PMDR (Programme multinational de démobilisation et de réinsertion dans la région des Grands Lacs). 2005. *Multi-Country Demobilization and Reintegration Program: A regional approach to support the demobilization and reintegration of ex-combatants in the greater Great Lakes region of Africa*. Washington, DC: Banque mondiale. Consulté le 23 mars 2005. <http://www.mdrp.org/>
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) 2001. *Defining UNDPs Role in Disarmament, Demobilisation and Durable Solutions (D3)*. Rapport de mission.
- PNUD/Mission des donateurs en RDC et dans la Région des Grands Lacs. New York: PNUD/Emergency Response Division. 6 août-13 septembre. Consulté le 31 mars 2005.

- [http://www.undp.org/bcpr/pubinfo/transitions/2001\\_10/d3\\_mission\\_report.pdf](http://www.undp.org/bcpr/pubinfo/transitions/2001_10/d3_mission_report.pdf)
- , 2003. *Guatemala: una agenda para el desarrollo humano. Informe sobre el desarrollo humano 2003*. Guatemala City: PNUD.
- , 2004a. *A Compilation of SADU Missions*. Genève: Bureau pour la prévention des crises et le relèvement.
- , 2004b. «Arms for Development: UNDP Recovery and Peace Building Unit: Sierra Leone.» Rapport de suivi.
- , 2005. *Guidelines for Disarmament, Demobilization, and Reintegration*. Note pratique du PNUD. Genève: Bureau pour la prévention des crises et le relèvement. Disponible.
- Roberts, Les. 2002. *Mortality in Eastern DRC: Results from 5 Mortality Surveys*. New York: Comité international de secours.
- , 2004a. «Mortality Before and After the 2003 Invasion of Iraq: Cluster Sample Survey». *The Lancet*, 364, p. 1857-64. Consulté en février 2005. <http://image.thelancet.com/extras/04art10342web.pdf>
- , 2004b. Small Arms Survey in Iraq. Document d'information. Genève: Small Arms Survey.
- Sabin, Miriam, Barbara Lopes Cardozo, Larry Nackerud, Reinhard Kaiser et Luis Varese. 2003. «Guatemalan Refugees Twenty Years Later: Factors Associated with Poor Mental Health Outcomes». *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, 290, p. 635-42.
- SaferAfrica. 2003. Operations Rachel. Pretoria: SaferAfrica. Consulté le 23 mars 2005. <http://www.saferfrica.org/DocumentsCentre/Monographs/Rachel/Rachel.pdf>
- Sambanis, Nicholas. 2002. «A Review of Recent Advances and Future Directions in the Literature on Civil War». *Defence and Peace Economics*, 15, p. 215-44.
- , 2003. «Using Case Studies to Expand the Theory of Civil War». Document préparé pour «The Political Economy of Civil Wars». Banque mondiale et le Projet Étude de cas de l'Université de Yale. New Haven: Université de Yale.
- Schiavo-Campo, Salvatore. 2003. Financing and Aid Management Arrangements in Post-Conflict Situations. Document de travail du CPR n° 6. Washington, DC: Banque mondiale.
- SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute). 2004. *SIPRI Yearbook 2004: Armaments, Disarmament and International Security*. Oxford: Oxford University Press.
- Small Arms Survey. *Small Arms Survey 2001: Profiling The Problem*. Oxford: Oxford University Press.
- , 2001. *Annuaire sur les armes légères*. (Traduction) Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).
- , 2002. *Annuaire sur les armes légères: 2002: Evaluer le coût humain*. Bruxelles, GRIP.
- , 2003. *Annuaire sur les armes légères: Impasse sur le développement*. Bruxelles, GRIP.
- , 2004. *Annuaire sur les armes légères: Droits en péril*. Bruxelles, GRIP.
- , et UNIDIR (Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement). 2005. *Listening for a Change! Participatory Evaluations of DDR and Arms Reduction in Mali, Cambodia, and Albania*. Genève: Small Arms Survey et UNIDIR. Disponible.
- Smith, Chris. 2001. «Security-Sector Reform: Development Breakthrough or Institutional Engineering?» *Conflict, Security and Development*, 1(1), p. 5-19.
- Smith, Joyce. 2003. «Human resources for health: identifying opportunities to provide direction and coherence to inescapable change in a post-conflict environment». Document préparé pour le symposium AusAid Post-Conflict. Sydney. Septembre.
- Stewart, Frances et Valpy Fitzgerald, eds. 2001. *War and Underdevelopment: Volume 1: The Economic and Social Consequences of Conflict*. Oxford: Oxford University Press.
- , Cindy Huang et Michael Wang. 2001. «Internal Wars in Developing Countries: An Empirical Overview of Economic and Social Consequences». Dans Frances Stewart et Valpy Fitzgerald, eds. 2001.
- Tschirgi, Necla. 2004. «Post-Conflict Peacebuilding Revisited: Achievements, Limitations and Challenges». Procès-verbal de la conférence du forum sur la consolidation de la paix WSP International/IPA. Octobre.
- UNIFEM (Fonds de développement des Nations unies pour la femme). 2004. *Getting it Right, Doing it Right: Gender and Disarmament, Demobilization and Reintegration*. New York: UNIFEM.
- Université d'Uppsala. 2004. *Uppsala Conflict Database*. Consulté le 23 mars 2004. <http://www.pcr.uu.se/database>
- US Army War College. 1996. *United Nations Observer Mission in Haiti (UNMIF): A Working Bibliography*. Consulté en mars 2005. [http://carlisle-www.army.mil/usacsl/new\\_site/divisions/pki/military/casestudies/studydocs/unmih.htm](http://carlisle-www.army.mil/usacsl/new_site/divisions/pki/military/casestudies/studydocs/unmih.htm)
- Walter, Barbara. 1997. «The Critical Barrier to Civil War Settlement». *International Organization*, 51(3), p. 335-65.
- Wilkinson, Adrian. 2004. *Integrated SALW Control in SEE*. Présentation à l'occasion de la conférence «Armes contre développement» de l'UNIDIR, 14-15 septembre.

## REMERCIEMENTS

### Principal auteur

Robert Muggah

### Autres collaborateurs

Eric Berman, Jurgen Brauer, Jeremy Ginifer, William Godnick, Iain Hall, Sahar Hasan, Macartan Humphreys, Caroline Moser, Carol Nelson, Ryan Nichols, Les Roberts, Christiana Solomon, Ruxandra Stoicescu, Jeremy Weinstein et Adrian Wilkinson